Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (peb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : www.idele.fr

Octobre 2018
Numéro 294
Rédaction achevée le 15 octobre 2018

REGARDS sur les MARCHÉS

viande bovine

Jeunes bovins
France, des cours moroses
Europe, hausse saisonnière des cours poussive

Femelles
France, prix des allaitantes sous pression
Europe, les effets de la sécheresse se font toujours sentir

Maigre
Un automne atypique

Veaux de boucherie, une rentrée difficile

Veaux nourrissons, cotations au plus bas et exportations ralenties

lait de vache

- Collecte mondiale : croissance ralentie
- Collecte laitière : croissance stoppée dans l'UE-28
- Marchés des produits laitiers : relatif équilibre

viande ovine

- France : le cours de l'agneau est sous pression
- UE et monde : rebond d'abattages au Royaume-Uni et en Irlande

lait de chèvre

- Le rebond des fabrications permet de contenir les stocks

le chiffre du mois

- 18 %

C'est la baisse du prix du tourteau de soja depuis mai, à 340 €/t début octobre

zoom

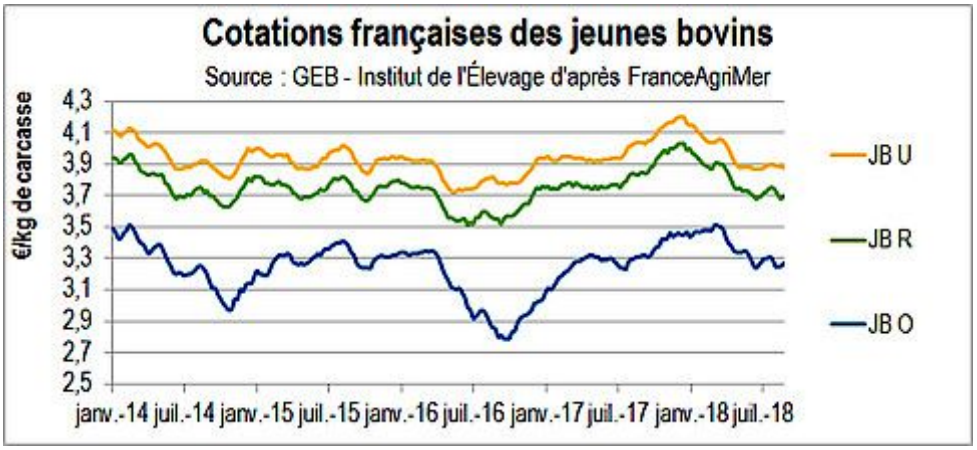
L'association maïs-soja plus attractive pour l'alimentation du bétail

Jeunes bovins en France : des cours moroses

La dynamique d'abattage de mâles allaitants, plus vieux et lourds, est toujours importante pour un marché déjà encombré et les cours sont au creux de la vague depuis plusieurs semaines. Les exportations, plus dynamiques qu'en début d'année notamment sur les pays tiers, restent insuffisantes pour alléger le marché.

Des cours sous pression

Après plusieurs mois de reflux, les cours des JB semblent se stabiliser, quelle que soit leur conformation. Les prix des JB R, U et O sont restés stables sur les quatre dernières semaines. Toutes les cours restent néanmoins en-dessous de leur niveau de 2017. Ceux des JB U et R s'établissent respectivement à 3,88 et 3,70 €/kg en semaine 40 (-5% /2017 dans les deux cas). Le cours des JB O est également en retrait à 3,25 €/kg (-3% /2017), malgré une offre limitée de mâles laitiers.



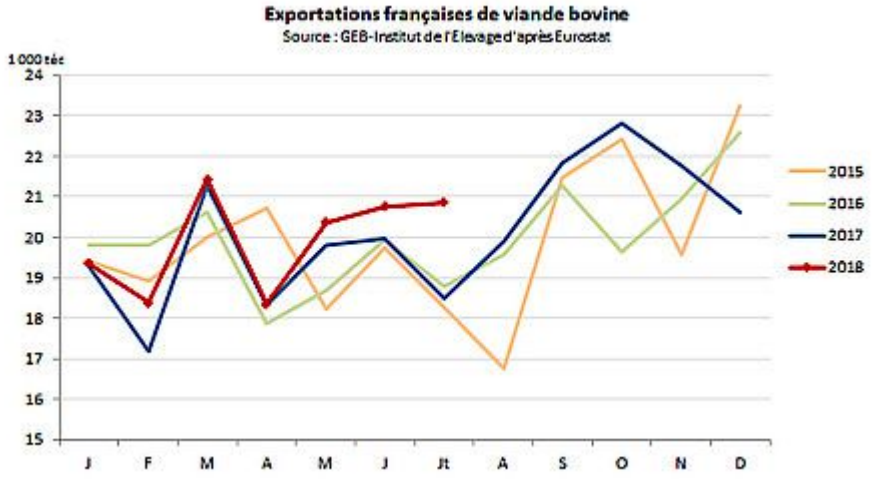
Des abattages de JB de type viande à un rythme toujours soutenu

En septembre 2018, les abattages de JB de type viande ont été supérieurs par rapport à 2017 (+1 400 têtes, soit +3% /2017 d'après les données mensuelles de Normabev). Le marché des JB demeure encombré : les JB de type viande abattus en septembre étaient plus lourds que l'an dernier de 12 kgéc et plus vieux de 12 jours d'après les données hebdomadaires de Normabev.
Du côté des JB des laitiers, les effectifs abattus sont une nouvelle fois à la baisse en septembre, de façon plus modérée (-7% /2017 d'après les données Normabev). Les sorties de JB laitiers pâtissent de forte la disponibilité en mâles allaitants et des réformes massives de vaches laitières : ils sont eux aussi plus lourds de 6 kg et plus vieux de 5 jours.

Des exportations de viande bovine françaises dynamiques sur les marchés secondaires

Sur les sept premiers mois de l'année, les opérateurs français ont fait face à un marché export plus dynamique. Ils ont ainsi exporté 126 400 téc de viande bovine fraîche et congelée (+4,4% /2017).

Les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée vers l'Allemagne sont de nouveau un peu plus dynamiques : 25 000 téc sur 7 mois (+0,8% /2017). Si les volumes restent encore faibles, les pays tiers ont continué à absorber une quantité croissante de viande bovine française sur les sept premiers mois de l'année (7 300 téc, +35% /2017), notamment via les pays du Maghreb.



A contrario, les envois régressent vers l'Italie (43 000 téc sur 7 mois, soit -1% /2017) et restent stables vers la Grèce (25 200 téc). En Grèce, la viande française est soumise à la concurrence des viandes irlandaises, mais aussi des viandes polonaises et hollandaises. En Italie, les disponibilités en animaux engraissés et le retour des viandes irlandaises, mais également des viandes extracommunautaires, concurrencent la viande française. Les envois argentins de viande fraîche vers l'Italie ont notamment progressé de 8% sur les 6 premiers mois de l'année.

En valeur, la progression des exportations françaises de viande bovine fraîche et congelée est encore plus marquée avec 720 millions d'euros de viande expédiée entre janvier et juillet 2018 (+7,0% /2017 ; +4,6% /2016). En effet, les prix de vente progressent pratiquement sur tous les marchés. Le prix de vente moyen des exportations françaises de viande bovine réfrigérée atteint 4,45 €/kg éc (+1% /2017 ; +3% /2016).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

JB en Europe : hausse saisonnière des cours poussive

Les prix des JB sont globalement repartis à la hausse dans l'UE dans l'été, mais de façon modérée. Si certains signaux sont positifs comme en Italie, des inquiétudes sont toujours présentes sur la solidité du débouché turc, essentiel à la viande polonaise.

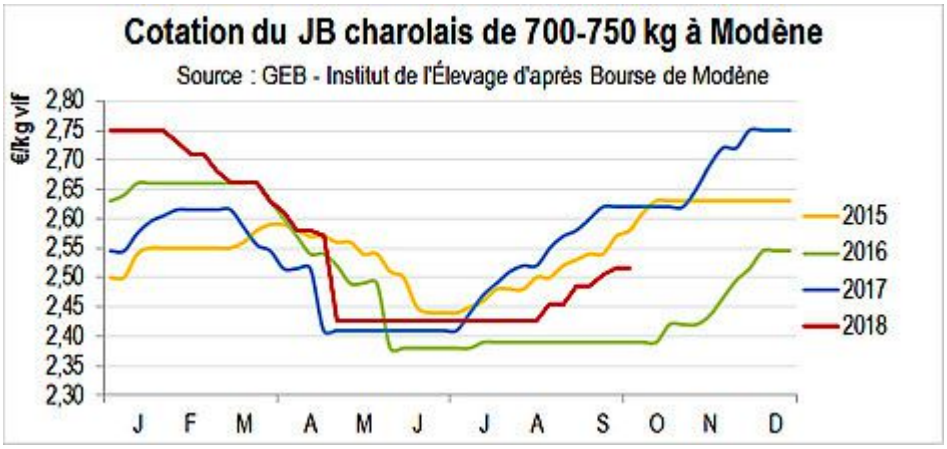
ITALIE : Progression saisonnière des cours modérée

En **Italie**, le surplus de mâles de 12 à 24 mois présents dans les ateliers début 2018 d'après la BDNI italienne est presque résorbé. Fin septembre, les effectifs étaient quasiment équivalents à ceux de l'année dernière (+1 200 têtes ou = /2017). Les effectifs de mâles de 0 à 12 mois étaient eux moins nombreux (-40 400 têtes ou -5% /2017).

Ainsi, après un début d'année où les abattages de JB ont été plus dynamiques, les flux se réduisent. Au mois de juillet, les abattages ont reculé de 4 100 têtes par rapport au même mois de l'année précédente (-5% /2017). En cumul sur les sept premiers mois de l'année, les abattages de mâles sont équivalents à ceux de 2017, à 520 000 têtes.

Les importations de viande bovine réfrigérée et congelée ont faiblement progressé au 1er semestre (+1% /2017 à 205 400 téc), du fait de la reprise des flux de viande congelée destinée à la transformation en provenance du Brésil (15 700 téc, soit +28% /2017). Les viandes réfrigérées ont quant à elles sensiblement reculé (-3% /2017, à 166 200 téc), que ce soit en provenance de France (-1% /2017, à 36 200 téc) ou de Pologne (-6% /2017, à 35 100 téc).

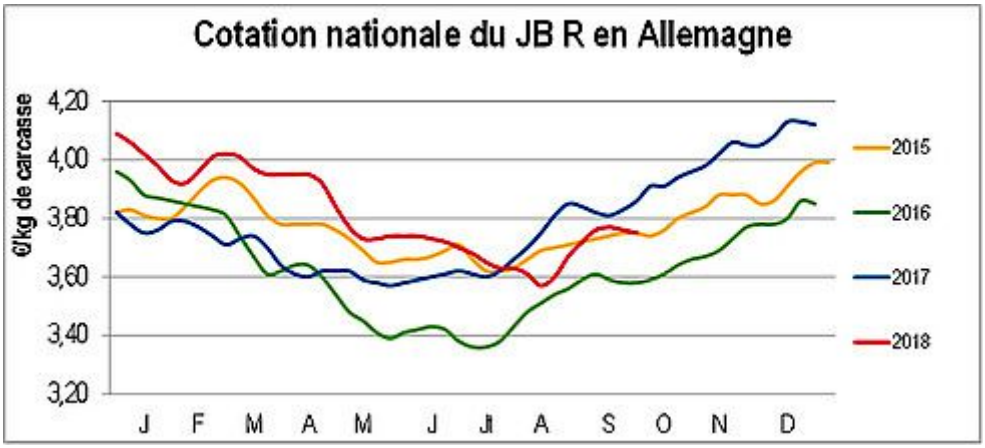
En parallèle, la consommation italienne de viande bovine résiste. D'après les données du panel ISMEA-Nielsen, les achats des ménages ont connu une hausse sur le premier semestre : modérée en volume (+0,2% /2017) et plus conséquente en valeur (+3,5% /2017).



Malgré ces signaux plutôt positifs, les cours peinent à profiter pleinement de la hausse saisonnière. La cotation du JB charolais de 700-750 kg à Modène a augmenté de 3 centimes sur les quatre semaines de septembre. A 2,52 €/kg vif fin septembre, elle reste bien inférieure à son niveau de l'année dernière à pareille époque (-10 centimes, soit -4% /2017). La cotation des mâles limousins de 600-650 kg, qui avait mieux résisté, s'établit à 2,76 €/kg vif (= /2017), soit 2 centimes de plus qu'au début du mois de septembre.

ALLEMAGNE : Reprise des abattages et léger fléchissement des cours

En **Allemagne**, la hausse saisonnière des prix des jeunes bovins marque le pas depuis mi-septembre, après un mois d'août plutôt dynamique. La cotation du JB U s'est appréciée d'un centime sur les quatre dernières semaines alors qu'elle avait augmenté de 18 centimes sur les quatre semaines précédentes. Elle s'établit à 3,82 €/kg de carcasse fin septembre, sous le niveau de 2017 (-2% /2017 ; +5% /2016). Même constat pour les JB R et O, dont les cotations ont reculé, respectivement de un et quatre centimes sur les quatre dernières semaines. En semaine 39, elles s'établissaient à 3,75 €/kg (-3% /2017 ; +5% /2016) et 3,45 €/kg (-3% /2017 ; +6% /2016).

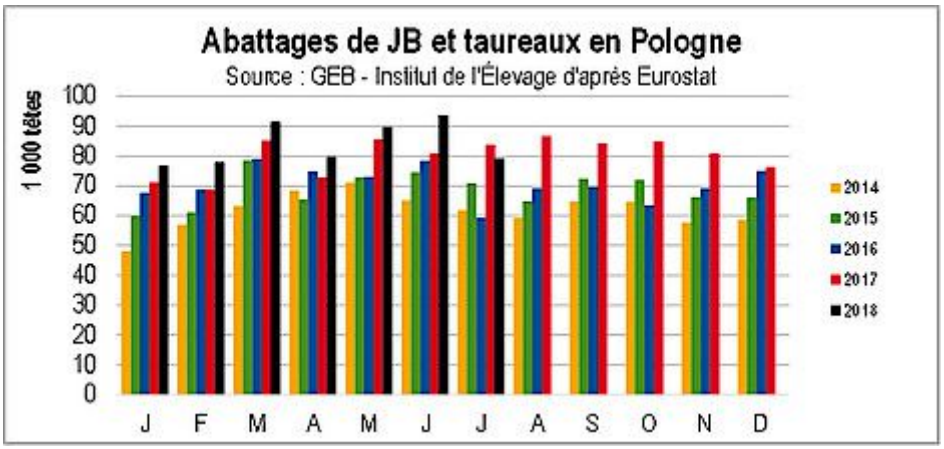


Cette stabilisation des cours est à mettre en lien avec la hausse récente des abattages de JB. Ceux-ci ont augmenté en septembre (+9% /2017 selon l'indicateur AMI sur les semaines 36 à 39). En cumul depuis le début de l'année, les effectifs abattus sont néanmoins plutôt en retrait (-3% /2017 ; -1% /2016).

Après deux années plutôt exceptionnelles, les échanges extérieurs allemands de viande bovine réfrigérée et congelée ont reflué au 1er semestre 2018. Les importations ont reculé de 18 500 téc (-9% /2017) et les exportations de 19 800 téc (-12% /2017), sous l'effet d'un possible début de renationalisation du marché allemand.

POLOGNE : Abattages dynamiques et hausse des exportations

En **Pologne**, malgré un fléchissement des abattages en juillet (-5% /2017 soit -4 600 têtes), la production de JB poursuit son développement. Sur les sept premiers mois de l'année, 588 000 mâles polonais ont été abattus (+41 000 têtes, soit +7,5% /2017).

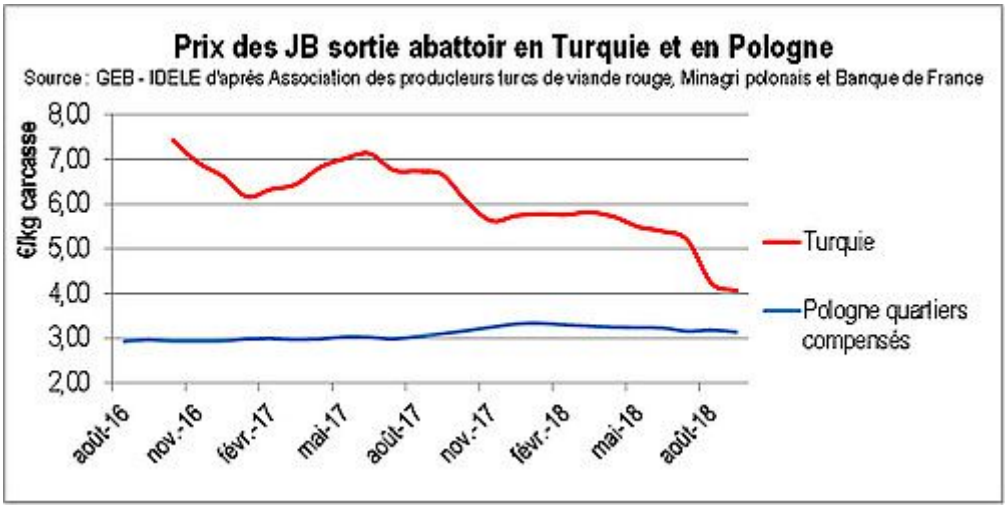


La hausse de production polonaise se répercute sur les exportations. Au 1er semestre, 225 000 téc de viande bovine réfrigérée et congelée ont été exportées par les opérateurs polonais, soit +6% /2017 et +15% /2016. D'un côté, les envois de viande bovine réfrigérée sont en retrait vers l'Allemagne (22 700 téc, soit -16% /2017) et l'Italie (40 400 téc, soit -8% /2017). De l'autre, ils progressent plus fortement vers les pays tiers et d'autres destinations secondaires. Ainsi, 9 200 téc ont été envoyées au 1er semestre vers le Royaume-Uni (+22% /2017) ou encore 20 900 téc vers la Turquie alors que les flux étaient nuls au 1er semestre de 2017.

Le débouché turc en sursis ?

Ce dernier débouché est sensible. La politique expansionniste et fiscale (baisses massives des impôts) des États-Unis attire les capitaux flottants qui s'étaient investis dans les pays émergents. Cela a eu des impacts forts sur l'économie turque (cf. encadré article bovin maigre). Ces derniers mois, la valeur de la livre turque avait donc chuté, provoquant des inquiétudes quant à l'attractivité de ce marché pour les viandes polonaises.

Contre l'avis du Président Erdogan qui souhaitait soutenir la croissance à tout prix, la banque centrale de Turquie (CBRT) a relevé mi-septembre son taux directeur pour à la fois endiguer l'inflation et protéger la valeur de la livre turque. Cela a permis de juguler la baisse de la livre turque et de stabiliser les prix d'importation. D'après les données de la Banque de France, la valeur de la livre turque s'est ainsi réappréciée de 10% par rapport à l'euro sur le mois de septembre. Mais comme elle avait perdu 40% de sa valeur en euro en juillet-août, l'écart de prix entre les JB turcs et les JB polonais reste historiquement faible.



Si les prix d'achats de la viande bovine sont stabilisés, cette politique pourrait cependant avoir des effets négatifs sur la croissance et le pouvoir d'achat turc. Ce débouché demeure donc fragile à moyen terme pour la viande polonaise qui, en cas de problème, devrait se retourner sur un marché communautaire déjà saturé.

Les cours en Pologne ne semblent pas pour l'instant pâtir de ce resserrement des prix. En monnaie locale, la cotation du JB O polonais s'établissait fin septembre à 14,11 zlotys/kg (+2% /2017 ; +8% /2016). La parité euro/zloty étant plutôt stable, la cotation traduite en euros suit la même évolution et se situait à 3,29 €/kg fin septembre.

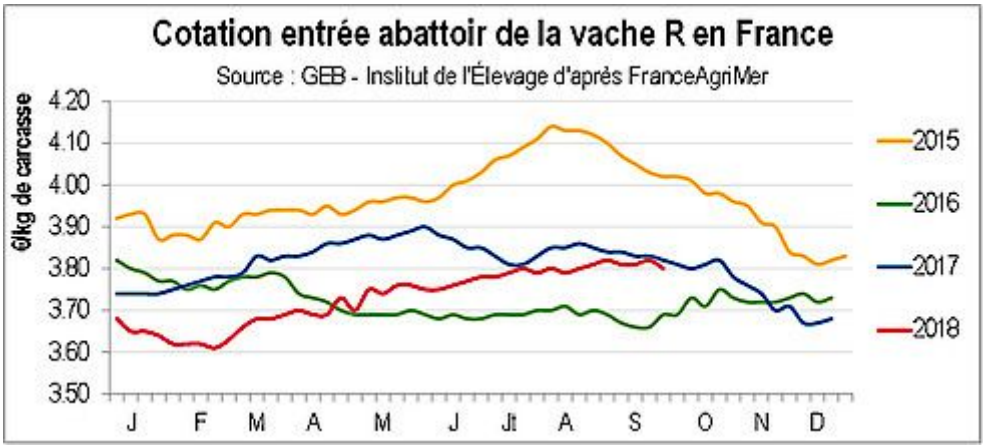
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Femelles en France : Prix des allaitantes sous pression

Alors que les réformes d'allaitantes sont un peu moins nombreuses, leur prix pâtit de l'afflux persistant de vaches laitières. Les cours des réformes laitières, pourtant plus nombreuses, sont à l'inverse soutenus par la demande croissante en viande hachée.

Des prix médiocres pour les femelles allaitantes

La cotation française de la vache U est tombée à 4,40 €/kg de carcasse en semaine 40 (-1% par rapport aux deux années précédentes, déjà particulièrement moroses). Celle de la vache R est tombée à 3,80 €/kg (-1% /2017 ; +3% /2016) et celle de la génisse U se situait à 4,48 €/kg (-1% /2017 ; +1% /2016).

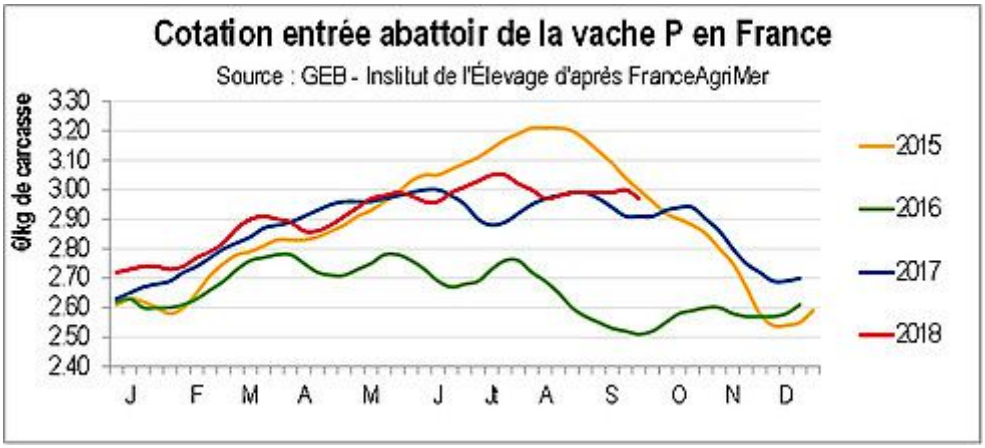


Pourtant, les sorties de femelles allaitantes, certes élevées sur la première moitié de l'année, ont ralenti depuis début août. Sur les 4 dernières semaines connues (37 à 40), les réformes de vaches allaitantes étaient en repli de 3% par rapport à 2017 et les abattages de génisses de type viande en baisse de 2%. La pression sur les cours provient en fait des difficultés à valoriser les pièces nobles des femelles allaitantes quand la consommation de viande piécée est morose et que les découpes de vaches laitières (françaises comme européennes) sont abondantes et meilleur marché.

Des réformes laitières toujours nombreuses, mais à des prix qui se tiennent

A l'inverse des allaitantes, les réformes laitières restent supérieures à l'année passée en ce début d'automne (+4% sur les 4 dernières semaines, 37 à 40), alors même que le cheptel de vaches laitières était en baisse significative au 1er septembre d'après le SPIE-BDNI (-0,9% /2017). Les difficultés d'affouragement dues à la sécheresse, en particulier dans les zones herbagères, contraignent les éleveurs à ajuster au maximum leur troupeau.

Malgré cela, les cours des vaches laitières se tiennent relativement bien, grâce à la demande croissante pour la viande hachée, et notamment pour la viande haché VBF. La cotation de la vache P, à 2,97 €/kg de carcasse début octobre, restait supérieure à son niveau des années précédentes (+2% /2017 et +18% /2016). Celle de la vache O, à 3,26 €/kg, égalait son niveau de 2017 et dépassait de 11% celui de 2016.



Rebond des importations après plusieurs années de recul

Sur les 7 premiers mois de l'année, la France a importé 188 000 téc de viande bovine (+4% /2017). Alors que les achats de viande réfrigérée sont restés stables à 116 000 téc, ceux de viande congelée ont fortement progressé (+10% à 59 000 téc), notamment en provenance de Pologne (+43% à près de 14 000 téc), d'Allemagne (+25% à 13 000 téc) et des Pays-Bas (+38% à 7 000 téc). Les importations de viandes transformées ont également progressé (+19% à 13 000 téc).

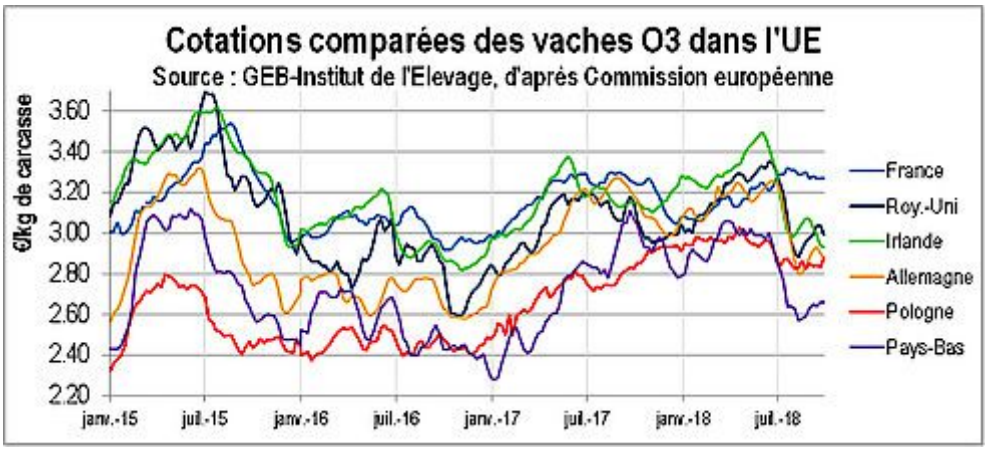
Hausse du disponible consommable en France

La hausse des abattages et celle des importations ont conduit à une progression des disponibilités consommables en France. Sur les 7 premiers mois de l'année, la consommation par bilan calculée par le SSP (abattages + importations – exportations) s'élève en effet à 902 000 téc (+2,4% /2017).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

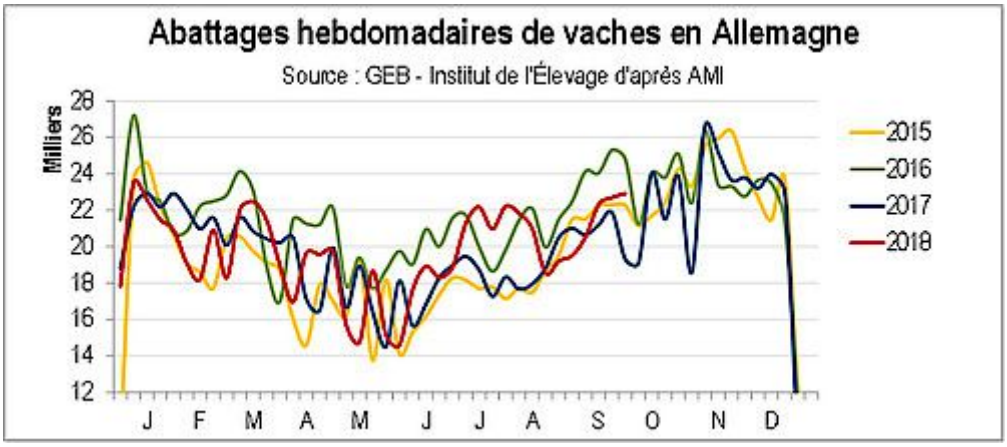
Femelles en Europe : les effets de la sécheresse se font toujours sentir

La sécheresse qui sévit en Europe a conduit à de nombreuses réformes durant l'été faisant plonger les prix. En septembre, les réformes restaient soutenues en Allemagne, aux Pays-Bas et en Irlande. Les prix polonais résistent grâce à la montée en gamme des produits.



ALLEMAGNE : hausse des réformes en septembre malgré le fort afflux de juillet

En **Allemagne**, 112 000 vaches ont été abattues en juillet (+23% /2017 ; +12% /2016), un record pour ce mois d'été depuis la canicule de juillet 2013 durant laquelle 118 000 vaches avaient été réformées. Ces anticipations d'abattages ont conduit à un contrecoup en août, mais en septembre, il semble que la dynamique des sorties ait repris (+7% /2017 d'après l'indicateur hebdomadaire d'abattages).



Ceci a fait dévisser les prix. La cotation de la vache O a perdu 44 centimes entre fin juin et mi-août, à 2,74 €/kg, et est péniblement remontée à 2,83 €/kg fin septembre (-9% /2017 ; +10% /2016).
Les experts allemands prévoient pour octobre des réformes toujours dynamiques en Bavière, mais modérées dans les autres régions compte tenu du tri déjà effectué depuis le début de l'été.

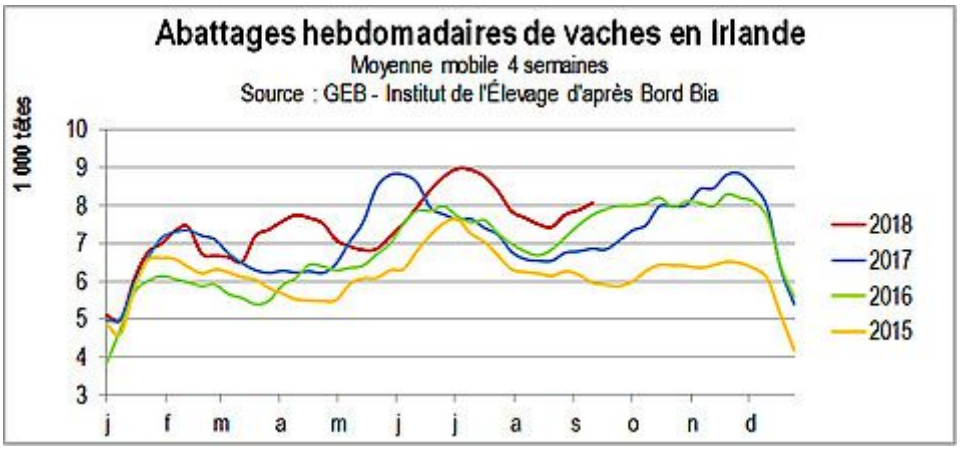
PAYS-BAS : toujours beaucoup de réformes

Aux **Pays-Bas**, entre injonction de la Commission européenne à se mettre en règle sur les émissions de phosphates et difficultés d'alimentation des bovins en raison de la sécheresse, les réformes vont bon train. Sur les 4 dernières semaines connues (35 à 38), les abattages de gros bovins (essentiellement des vaches) ont bondi de 30% /2017.

Les prix s'en ressentent. La vache O néerlandaise cotait 2,66 €/kg fin septembre (-13% /2018), soit largement sous la cotation polonaise.

IRLANDE : Prix sous pression

En **Irlande**, les prix sont sous la pression de l'offre. La vache O cotait 2,93 €/kg fin septembre (-7% /2017 ; +2% /2016). Les abattages de vaches sur les 5 dernières semaines connues (34 à 38) étaient en effet en forte hausse (+18% /2017), de même que ceux de génisses (+12%) et ceux de jeunes bovins (+12%). Seuls ceux de bœufs étaient en légère baisse (-4%).



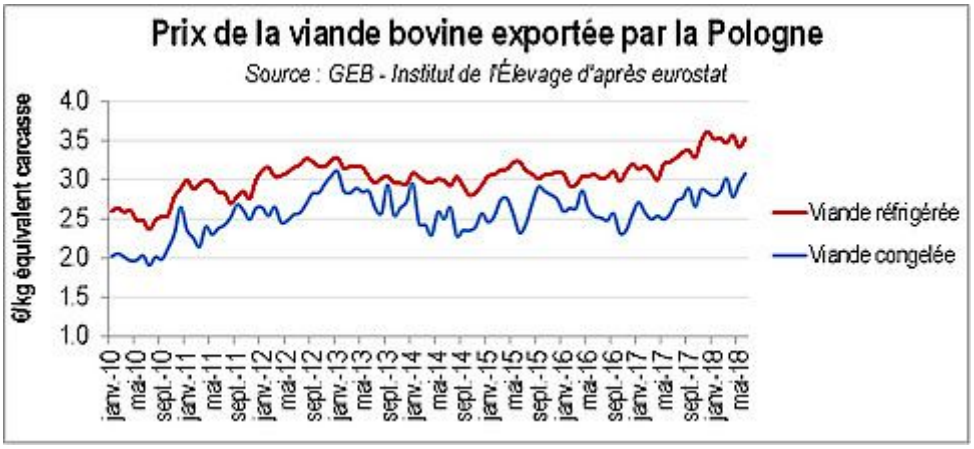
Les abattages élevés au **Royaume-Uni** ont participé à faire fléchir les prix irlandais. Les abattages de vaches britanniques ont en effet bondi de 19% /2017 en juillet, à 58 000 têtes, un record depuis juillet 2012 (59 000 vaches réformées). Ils restaient en hausse en août (+2% à 53 000 têtes).

POLOGNE : Les prix résistent malgré l'afflux de réformes

En Pologne, 55 000 vaches ont été abattues en juillet (+3% /2017 et +10% /2016). Une grande partie du pays a en effet été durement touchée par la sécheresse en début d'été.

Les prix ont toutefois bien résisté, baissant beaucoup plus faiblement que dans d'autres États membres. La cotation de la vache O polonaise a ainsi rejoint la cotation allemande, à 2,88 €/kg fin septembre (+2% /2017 et +16% /2016). La viande polonaise, tant de vache que de JB, est en effet de mieux en mieux valorisée sur les marchés d'Europe de l'Ouest et le boom de la consommation de haché en Europe dope les prix des vaches dans un pays où plusieurs grosses entreprises ont investi dans la 4e transformation.

La Pologne exporte toujours plus de viande bovine (225 000 téc de viande réfrigérée et congelée au 1er semestre, soit +6% /2017 et +15% /2016). Mais la montée en gamme de la viande polonaise se traduit par une hausse des prix à l'export. En juin, la viande bovine réfrigérée a été exportée au prix moyen de 3,50 €/kg équivalent carcasse (+12% /2017) et la viande congelée au prix moyen de 2,91 €/kg (+14% /2018).

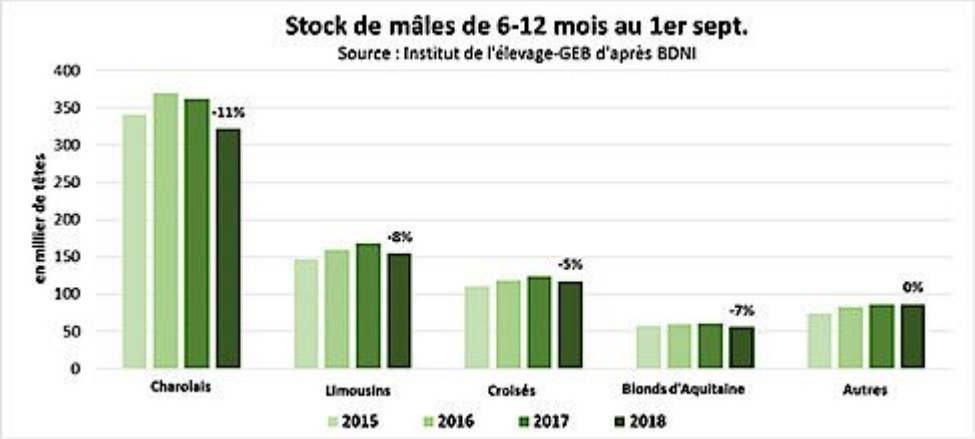


Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

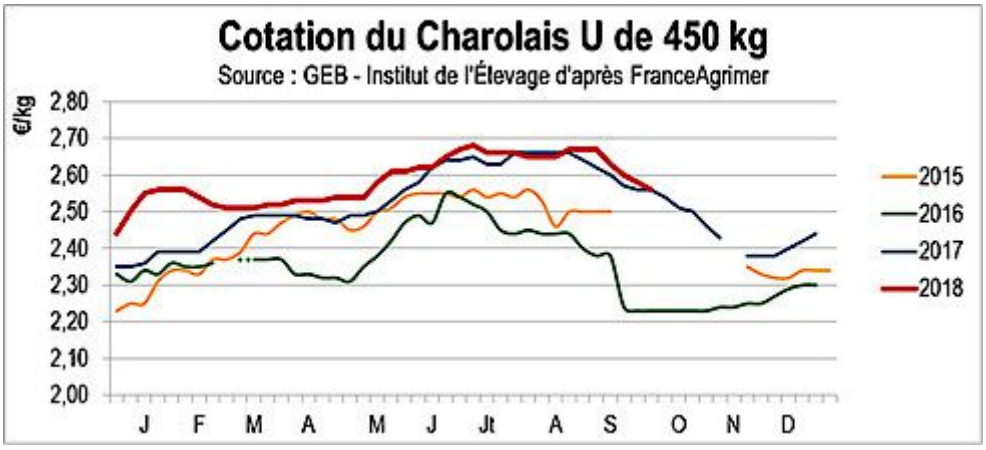
Les cours des broutards ont entamé une baisse saisonnière modérée. La sécheresse pousse les éleveurs à commercialiser les animaux précocement et les contraintes sanitaires paralysent toujours l'export sur pays tiers.

Un pic de sortie écrêté

Les sorties de broutards atteignent leur niveau maximal en ce début d'automne, mais la baisse saisonnière des cotations est néanmoins limitée. Les effectifs de broutards commercialisés sont maintenant pleinement impactés par la chute des naissances du 2nd semestre 2017. Au 1er septembre 2018, les services d'identification français dénombraient 736 000 mâles de 6-12 mois de races allaitantes, soit -8% /2017 et -7% /2016. Ces effectifs limités en ferme écrêtent le pic saisonnier des sorties, malgré la sécheresse, ce qui limitent l'encombrement des marchés.



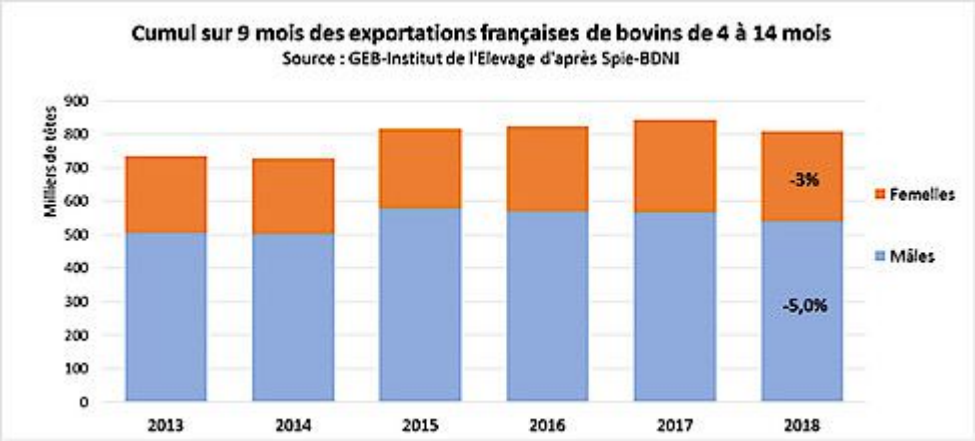
Ainsi, la baisse saisonnière des cotations est modérée : le Charolais U de 300 kg cotait 2,83 €/kg en semaine 40, soit -11 centimes en 2 mois mais +1% /2017 et le Charolais U de 450 kg 2,56 €/kg en semaine 40, soit -9 centimes en 2 mois et = /2017. Du coté des Limousins, le mâle E de 300 kg vaut 3,04 €/kg soit +1% /2017 et le mâle E de 350 kg 2,88 €/kg de carcasse soit +1%/2017. A 2,89 €/kg les croisés U de 350 kg se maintiennent au-dessus de leur niveau de 2017 (+4%). Les cotations des femelles évoluent peu depuis le début de l'année. La Charolaise U de 270 kg atteint 2,65 €/kg de carcasse en semaine 40 : soit -1% /2017 et un recul de seulement 2 centimes depuis 2 mois. A 2,83 €/kg la cotation génisses limousine de 270 kg est inchangée depuis le printemps et à +3% /2017.



Dans les semaines à venir, l'érosion des prix est moins marquée pour les animaux les plus lourds (Charolais et Croisés >400kg, Limousins >350kg) et de bonne qualité, qui manquent particulièrement sur le marché italien.

Exportations, le recul se creuse faute d'offre

D'après les informations de la BDNI*, les exportations françaises de bovins de 4 à 14 mois sont en recul de 4,5% sur 9 mois par rapport aux effectifs record de 2017. Ce recul devrait se creuser dans les mois à venir faute de disponibilités en broutards. Après une forte baisse en août, les exportations de broutards se sont tout juste stabilisées en septembre (+0,2% /2017). Le repli des exportations concerne principalement les mâles (-5% /2017 sur 9 mois), mais également les femelles dont les envois ont reculé de 3% /2017 sur 9 mois, mais restent à des niveaux historiquement élevés (+5,5% /2016, +13% /2015). Les envois de femelles seraient toujours en hausse vers l'Italie malgré des niveaux record en 2017. A l'inverse ils se seraient effondrés vers l'Espagne, en raison notamment de la hausse des cours.



Des exportations sur pays tiers ralenties au 2nd semestre

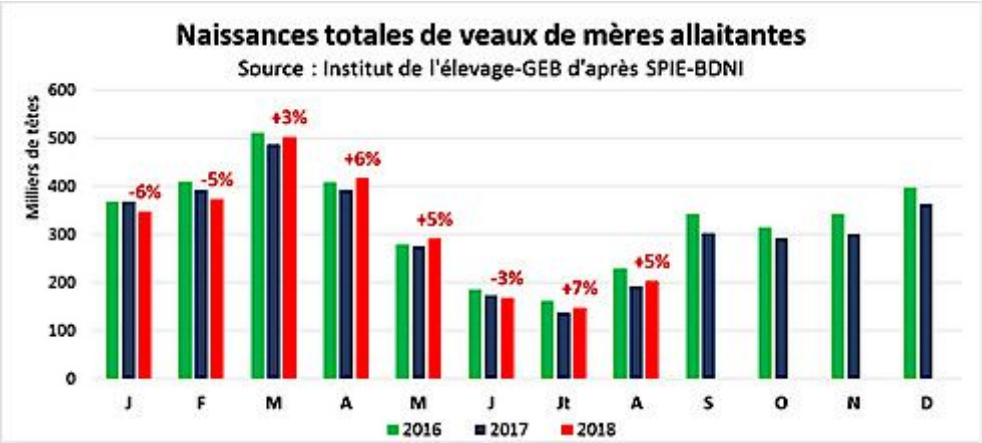
Les exportations françaises de bovins maigres vers les pays tiers ont bondi de 22% /2017 sur 8 mois à 34 000 têtes. Ceci s'explique par la forte progression des envois vers l'Algérie sur le 1er semestre (25 000 animaux maigres français, x3/ 2017). Mais cette hausse des envois cache un commerce atone depuis juin. Le marché algérien est toujours fermé aux animaux maigres suite à la découverte de foyers de fièvre aphteuse. Une campagne de vaccination est en cours depuis plusieurs semaines et pourrait permettre à court terme la réouverture du marché.

L'export est particulièrement difficile vers les autres pays tiers en raison des contraintes liées à la FCO. Les opérateurs rencontrent des difficultés à rassembler des animaux vaccinés contre le sérotype 4 de la FCO. Faute d'animaux vaccinés, les opérateurs sont théoriquement contraints de mettre en place des quarantaines, mais, dans le cas où un animal en quarantaine s'avère porteur de la FCO, c'est l'ensemble du lot qui est bloqué. Dans les faits et au vu de la fréquence des cas de FCO, très peu d'opérateurs se risquent à mettre des bovins en quarantaine. Au mois d'août, seuls 1 600 animaux, expédiés au Liban, ont été exportés sur pays tiers.

Malgré l'accord signé lors du Sommet de l'élevage, les exportations vers la Turquie restent presque impossibles. L'accord lève l'interdiction totale d'exportation pour les animaux issus d'une zone comprise dans un rayon de 20 kms autour des foyers de FCO. Il s'agit d'une réelle simplification, mais elle ne porte pas sur la durée (60 jours) et les conditions de quarantaine (bâtiment clos et désinsectisé) qui demeurent les points les plus bloquants de l'accord sanitaire. Par ailleurs, du fait difficultés rencontrées par l'économie turque (voir ci-dessous) les importations de broutards européens sont au point mort depuis plusieurs semaines.

Naissances au 2nd semestre : le grand flou

En cumul depuis le début de l'année les naissances de veaux de race allaitantes ont progressé de 1% /2017 à 2 444 000 têtes, mais sont en recul de -4% /2016. Les naissances d'août sont à l'image de l'ensemble de l'année, à 203 000 têtes elles progressent de +5% /2017, mais reculent de -11% /2016.



Les naissances de veaux de races allaitantes, après s'être effondrées au 2nd semestre 2017 (-12% /2016), avaient retrouvé au 1er semestre 2018 leur niveau de l'année précédente, malgré des effectifs de vaches allaitantes en baisse de 2,3% /2017 au 1er janvier 2018. Les derniers retours du terrain promettent des naissances de nouveau limitées d'ici la fin de l'année. Le nombre de vaches est toujours en recul et le printemps très humide a pénalisé la qualité des fourrages et la sécheresse, de nombreux élevages auraient connu des problèmes de fertilité. Il est toutefois très difficile d'estimer le niveau des naissances à venir dans le cheptel allaitant.

Moins de broutards repoussés en fin d'année ?

La fermeture du marché algérien, les difficultés liées à la FCO et les coups d'arrêt des achats turcs sont des menaces pour la stabilité du marché français des broutards. Néanmoins l'offre très limitée devrait écarter ce risque. Désormais la principale inquiétude porte sur la réaction des éleveurs face à la sécheresse. Les stocks fourragers limités, voire très limités, pourraient décourager les éleveurs de repousser et provoquer un encombrement du marché dans les prochaines semaines. Un fort recul de la repousse pourrait également limiter la capacité des exportateurs français à servir la demande italienne durant l'hiver. Ceci pourrait libérer de la place pour des exportateurs secondaires comme l'Irlande, la Hongrie ou la Roumanie, fortement impactés par les difficultés économique en Turquie. Entre sécheresse et recul de l'offre, l'automne 2018 s'annonce très atypique sur le marché des broutards.

**Depuis mars 2018 des incohérences dans les données douanières nous empêchent de diffuser les informations habituelles sur l'export de broutards. Nous nous sommes rapprochés des services de l'État afin d'éclaircir au plus vite ces incertitudes.*

Turquie : Une crise diplomatico-financière qui impacte directement les importations

L'économie turque était sur le fil depuis plusieurs mois. Dopée par un coût des crédits très faible dans un contexte d'inflation important, la croissance triomphante (+7,5% en 2017) affichée par le pays cachait une nette dégradation de l'équilibre budgétaire et de l'endettement extérieur. Le conflit diplomatique engagé durant l'été avec les États-Unis, qui a abouti à une fuite de capitaux et des sanctions commerciales bilatérales, a été l'élément déclencheur de la crise. Ces sanctions ont décrédibilisé la livre turque sur les marchés mondiaux des devises et entrainé son effondrement face aux grandes monnaies. D'après la DG Trésor, au 1er octobre 2018, il fallait 7,1 livres turque pour 1 € contre 4,25 en octobre 2017. Cette situation a fait exploser l'inflation à 18% en août et 25% en septembre et provoqué un effondrement des importations totales du pays : -23% /2017 en valeur au mois d'août 2018.

La remontée des taux d'intérêt décidée par la Banque centrale et les mesures mises en place par l'État turc semblent avoir au moins temporairement stabilisé la situation. Mais les conséquences de la crise sont fortes et pourraient pénaliser durablement les importations.

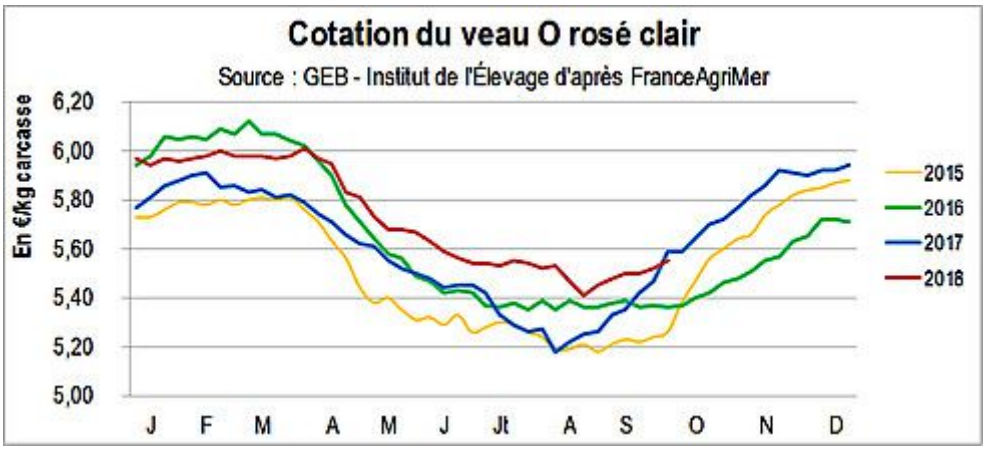
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Veau de boucherie, une rentrée difficile

Après un creux estival limité, les cotations des veaux de boucherie entament une remontée timide. la faible hausse saisonnière inquiète les acteurs de la filière qui espèrent une amélioration de la situation à l'approche de l'hiver et des fêtes. La production européenne est, elle, stable en juillet par rapport à l'année précédente.

En France, faible hausse saisonnière des cotations

La baisse estivale de la cotation du veau rosé O clair, liée à la faible consommation en période de vacances, a été plutôt limitée. Cependant, la remontée saisonnière se fait timide : les prix du veau rosé clair O ont augmenté à un rythme lent pour atteindre 5,55 €/tête en semaine 39, soit -0,7% /2017. D'une part, cette évolution peut s'expliquer par une baisse estivale moins marquée que les trois années précédentes qui freine la hausse actuelle des cours. D'autre part, les opérateurs parlent de retards de sortie des veaux gras, en réponse à une consommation peu dynamique en septembre. Reste à voir si le rythme de progression des cours augmente dans les prochaines semaines.

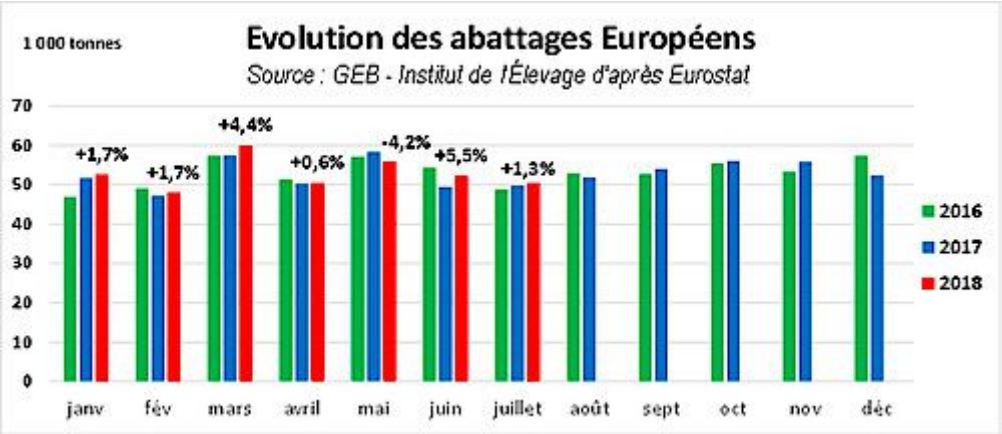


Sur neuf mois, la production abattue brute de veaux a légèrement reculé de 1% /2017, à 927 000 têtes d'après les données BDNI-Normabev, et de 0,8% /2017 en téc.

Le marché du veau croisé reste morose, malgré une remontée des cours légèrement plus marquée que ceux des veaux laitiers. Entre les semaines 34 et 39, la cotation est passée de 6,04 € à 6,20 €/tête, soit +3,2% /2017 et -1% /2016. Reste à savoir si cette hausse va se poursuivre, vu la stagnation des cotations des veaux rosés O clair.

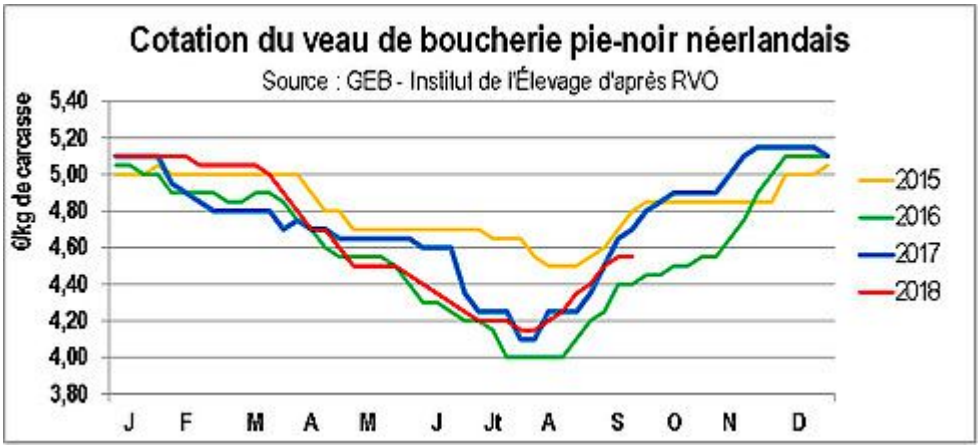
Poursuite de la hausse des abattages européens

En juillet, la production abattue de veaux de boucherie dans l'UE-28 a légèrement progressé de +1,3% /2017 en téc. La hausse des abattages en têtes de +0,6% /2017 est renforcée par celle du poids des carcasses de +0,8% /2017, à 147,2 kg. Sur sept mois, les abattages de veaux s'élèvent à 370 000 téc, soit +1% /2017.

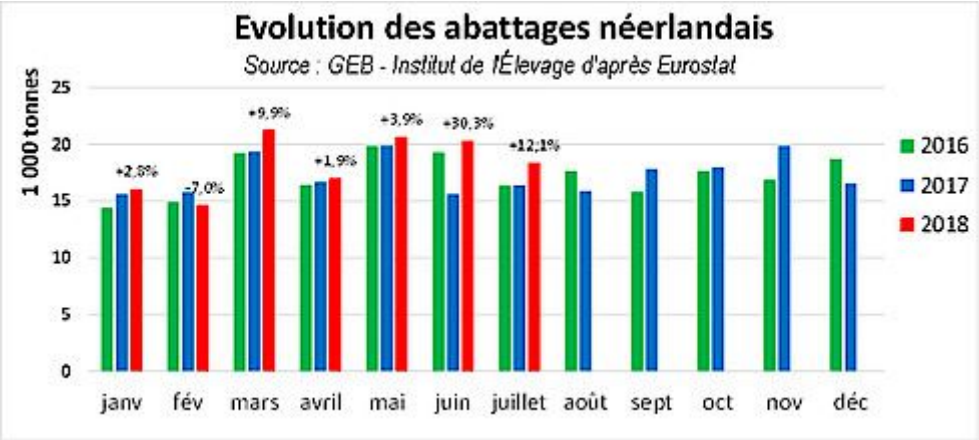


Pays-Bas : stabilisation inquiétante des cours

Après un démarrage prometteur, la hausse saisonnière de la cotation des veaux de boucherie pie-noir s'est arrêtée mi-septembre. Elle plafonne à 4,55 €/tête en semaines 37 et 38, soit -2,5% /2017, en moyenne. Selon les experts, la stagnation de la cotation révèle un engorgement du marché européen.



En juillet, les abattages totalisent 116 000 têtes, ce qui représente une progression de +9% /2017. Avec un poids à 159 kg/tête, les carcasses sont alourdies de +3% /2017, portant la progression des abattages en téc à +12% /2017. Cette évolution suit la tendance haussière de 2018, et le cumul des abattages sur sept mois atteint 128 000 téc, soit +7,6% /2017.



Baisse de la production en Italie et en Belgique

En juillet, la production abattue en **Italie** totalise 52 400 têtes, soit -0,4% /2017. Cependant, la réduction des poids/carcasse de -4,8 kg /2017 impacte la production qui, avec 7 500 téc en juillet, accuse une diminution de -3,6% /2017. Sur les sept premiers mois de l'année, la contraction des abattages a été de -9% /2017.

En **Belgique**, la baisse de la production entamée au mois de mai se poursuit en juillet avec un total de 25 900 têtes, soit -12% /2017. Le volume produit s'est moins contracté (-11% /2017), grâce à un léger alourdissement des carcasses (+1% par rapport à juillet 2017).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

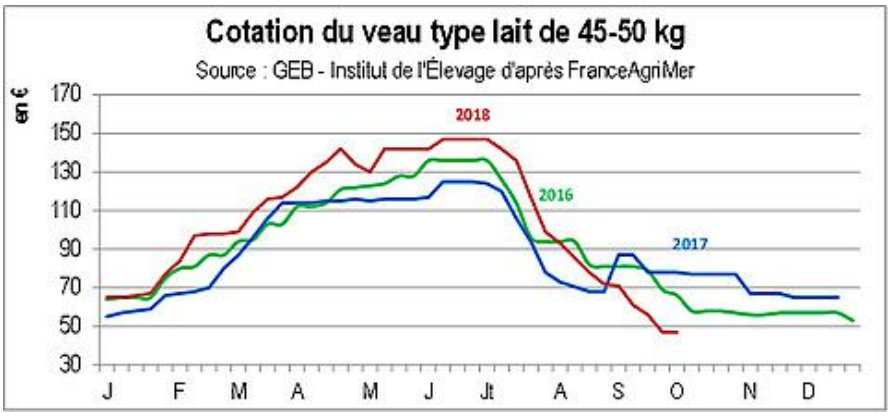
Veaux nourrissons : cotations au plus bas et exportations ralenties

Cet été, la baisse des naissances et la hausse de la demande espagnole ont fluidifié le marché du veau. Cependant, la dynamique s'est inversée à partir du mois d'août et la baisse saisonnière de la cotation du veau de type lait est très marquée.

Après un niveau élevé au premier semestre (en moyenne, +22% /2017), la cotation du veau mâle de type lait a chuté de la mi-juillet à la fin septembre. Bien que la baisse soit saisonnière, liée à la reprise des vêlages et au ralentissement des mises en place par les intégrateurs, la cotation atteint un bas niveau record. En semaines 39 et 40, elle s'est stabilisée à 47 €/tête, soit -40% /2017 et -29% /2016.

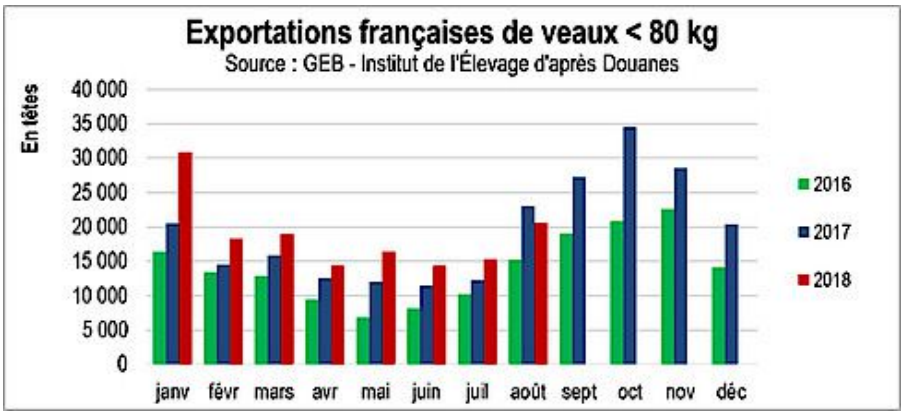
Malgré une baisse modérée des naissances de veaux, totalisant 335 000 têtes (-3% /2017), le marché semble encombré par des mises en place en légère baisse par rapport à l'année précédente et des exports moins dynamiques, conséquence d'une demande espagnole atone.

L'écart des naissances de veaux laitiers et croisés se creuse avec une légère hausse (+0,7% /2017) des naissances de croisés contre une baisse de -4,2% /2017 des naissances de laitiers. L'évolution du race-ratio continue de peser sur le marché du veau nourrisson croisé (voir *Tendances Veau de boucherie*).



Commerce extérieur : ralentissement de la dynamique haussière d'exportation

Avec la baisse des mises en place et la reprise des vêlages, les importations de veaux de moins de 80 kg deviennent anecdotiques (seules 244 têtes en août, soit -79% /2017 et +27% /2016).
Dans le même temps, on observe une hausse saisonnière modérée des exportations, de 20 600 têtes en août, soit -10% /2017. Ce tassement rompt avec la longue période haussière amorcée un an plus tôt. Sur les sept premiers mois de 2018, les expéditions ont été supérieures de 30% à celles de 2017. La réduction des exportations vers l'Espagne au mois d'août (-11% /2017) est à l'origine de ce tassement. Ainsi, la dégradation du pouvoir d'achat des ménages turcs a freiné les importations de viande bovine espagnole dont la filière était en partie alimentée par le cheptel de nourrissons français (voir article *Tendances Maigre)*.



Par ailleurs, le nombre de petits veaux dépistés positifs à la fièvre catarrhale ovine (FCO) a récemment augmenté en France. Ce phénomène pourrait mettre en difficulté les exportateurs car ces derniers ne peuvent pas envoyer d'animaux testés positifs vers leur principale destination, l'Espagne, dépourvue de la maladie.

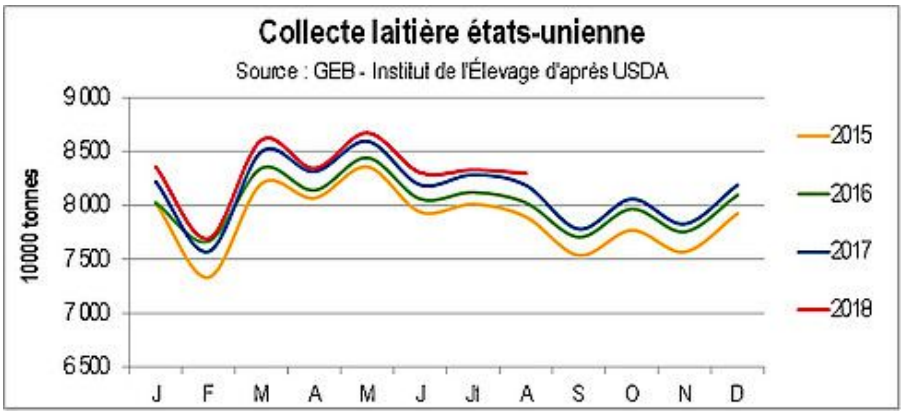
En août, le solde des échanges de veaux nourrissons est positif, presque au niveau des exports.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Collecte mondiale : croissance ralentie

Malgré la croissance solide aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande, la ressource laitière se fait moins abondante dans les cinq grands bassins laitiers exportateurs.

Aux **États-Unis**, la production laitière a retrouvé de la vigueur en août (+1,4% /2017) après avoir connu un passage à vide en juillet. La très grosse canicule sur la côte Ouest avait alors affecté la collecte californienne qui avait accidentellement décroché. Les éleveurs bénéficient d'un sursaut du prix du lait et d'aliments moins chers qu'au printemps. Grâce à un cheptel stabilisé, la production laitière a retrouvé sa croissance tendancielle. Ainsi, la production annuelle approcherait 99 millions de tonnes de lait (+1,0% /2017).



En Nouvelle-Zélande, la nouvelle campagne a démarré sous de très bons auspices. A l'issue des trois premiers mois (juin à août), la collecte a bondi de +5,4% /2017. Et en septembre elle est probablement demeurée dynamique grâce à des conditions climatiques propices à la production herbagère (pluviométrie normale et température clémente). Les éleveurs disposent de cheptels étoffés. L'hiver austral a été clément et le prix du lait demeure incitatif, même si Fonterra a révisé trois mois de suite son prix prévisionnel, ramené de 7,0 NZ$/kg de matière sèche utile en début de campagne à 6,25-6,50 NZ$/kg en octobre. La croissance la production laitière pourrait toutefois s'émousser, si les faibles précipitations enregistrées début octobre se prolongeaient.

De même **en Argentine** les conditions climatiques et économiques (monnaie dévaluée) sont propices à la reprise de production laitière : +4% /2017 en juillet et août, après +7% au 1er semestre 2017. Les éleveurs bénéficient de bonnes conditions climatiques et d'un prix en forte hausse en monnaie nationale : à 7,03 pesos le litre en juillet, il a bondi de 25% en 6 mois sous l'effet de la chute de 60% de la valeur du peso argentin sur le marché des devises sur la même période.

En revanche, la situation est toujours aussi problématique en **Australie** où des conditions climatiques extrêmement sèches affectent les principales régions laitières. Après le léger sursaut au 1er semestre (+2% /2017), la collecte a de nouveau décroché durant l'hiver austral (-4% /2017), à la veille de la reprise saisonnière de la production laitière.

En **Biélorussie**, la production laitière a aussi été impactée par une météo exceptionnellement chaude et sèche. Après avoir été dynamique jusqu'en mai, elle a plafonné depuis, repassant sous son niveau de 2017. En cumul sur 8 mois, elle n'a presque pas progressé (+0,6% /2017).

Ainsi mois après mois, la collecte agrégée des 5 principaux bassins exportateurs progresse de moins en vite (+150 000 t en août, soit +0,6% /2017), en raison de l'arrêt de croissance de la production laitière européenne. L'UE-28 qui était le premier contributeur jusqu'en juillet est désormais dépassé par les États-Unis, suivis de la Nouvelle-Zélande.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Collecte laitière : croissance stoppée dans l'UE-28

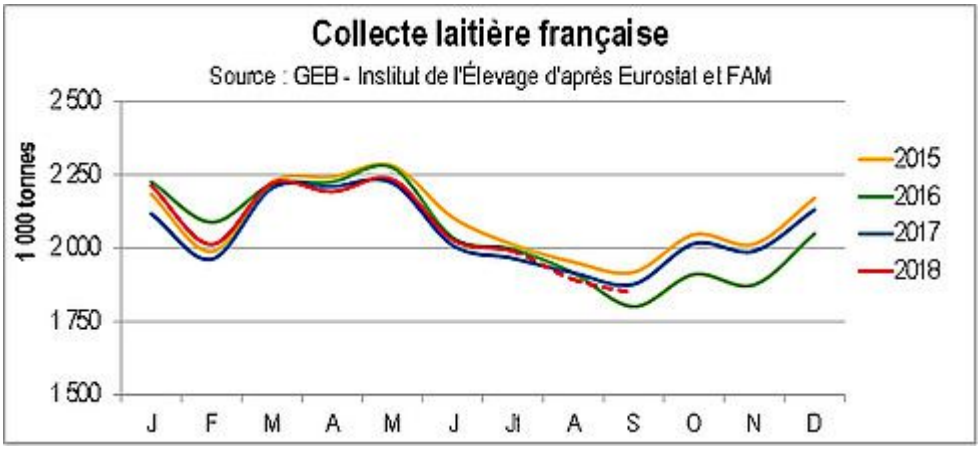
La sécheresse et la canicule ont ralenti puis stoppé la croissance de la production laitière européenne. De nombreux éleveurs ont abondamment réformé pour ajuster leur cheptel à leurs moindres disponibilités fourragères. Le rythme des réformes plus ou moins soutenu cet automne et l'état des stocks à l'entrée de l'hiver détermineront le potentiel laitier pour 2019.

Collecte contenue en France

En **France**, l'été exceptionnellement chaud et sec a diversement affecté la production laitière. Après avoir été conforme à la baisse tendancielle jusqu'en août, la collecte nationale a fléchi en septembre, entre -1,0% et -1,5% d'une année sur l'autre, d'après nos estimations basées sur les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. Elle est ainsi repassée sous le bas niveau de 2016. La qualité du lait est également affectée avec des taux en protéine et en matière grasse en forte baisse, respectivement de -0,5 et -0,8 g/l, à 32,23 et 39,54 g/l en août.

Au 1er semestre 2018, la collecte avait modestement progressé par rapport au bas niveau de 2017 (+1,4%), se situant ainsi très en-deçà du haut niveau de 2014 (-2,7%).

Après avoir affecté surtout la production herbagère dans l'Est de la France en juillet, le long épisode de sécheresse et de canicule a pénalisé en août et septembre la pousse de l'herbe sur presque tout le territoire. Ainsi, au 20 septembre, la production cumulée de l'herbe était très déficitaire dans le Grand Est (déficit>25%), modérément déficitaire (compris entre 10 et 25%) en Bourgogne-France Comté, en Auvergne-Rhône-Alpes dans les Hauts de France et en Normandie. Ailleurs sur la façade atlantique, il était proche de la normale en Bretagne, en Pays de la Loire, en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie.



Cheptel laitier français optimisé

Dans les régions les plus touchées, les éleveurs ont dû puiser plus tôt et plus abondamment dans leurs stocks fourragers, voire entamer ceux constitués ce printemps. La plupart ont aussi ajusté au plus près leur cheptel laitier pour économiser au maximum leurs réserves fourragères. Les réformes de vaches laitières ont été exceptionnellement abondantes cet été. Dans le même temps, les entrées en production de génisses ont été plus nombreuses (+3% /2017), mais insuffisantes pour compenser l'afflux momentané de réformes.
Ainsi le cheptel national de vaches laitières a enregistré une baisse saisonnière marquée passant de -0,6% /2017 début juillet à -0,8% au 1er septembre 2018, d'après le SPI-BDNI. Le tassement du cheptel est très marqué dans le Grand Est et en Bourgogne-Franche-Comté. L'érosion demeure toujours aussi prononcée en Nouvelle Aquitaine, en Occitanie et en PACA où la déprise laitière se poursuit. En revanche, les effectifs de vaches sont demeurés stables dans le Grand Ouest, et plus étoffés en Normandie de même que dans les Hauts de France (+0,4% /2017), malgré des conditions climatiques plutôt défavorables.
Dans ce contexte, la production laitière connaît depuis début septembre une hausse saisonnière très modérée, inférieure à celle de l'an dernier. Ainsi au 4ème trimestre, elle pourrait céder 1% d'une année sur l'autre d'après nos prévisions, auquel cas la collecte annuelle égalerait au mieux celle de 2017.

L'Europe du Nord pénalisée par la sécheresse

La canicule et la sécheresse estivales ont aussi affecté la production laitière dans presque toute l'Europe du Nord.

En **Allemagne**, la collecte a connu une baisse saisonnière prononcée (-0,5% /2017 sur août et septembre) après avoir plutôt bien résisté en juillet. Elle est ainsi retombée au niveau de 2016. De nombreux éleveurs ont aussi réformé prématurément les vaches non gestantes en fin de lactation pour économiser leurs stocks fourragers. La baisse des récoltes de fourragers est estimée à 20% par rapport à la normale selon le DBV avec des écarts importants selon les régions jusqu'à -80%. Dans les régions herbagères, ils doivent de plus puiser dans leurs stocks d'hiver face à l'absence de regain cet automne.

Aux **Pays-Bas**, la sécheresse estivale se fait aussi ressentir sur la production laitière. Depuis août, la collecte nationale a décroché de 3% /2017. Auparavant, elle refluait plus modestement (-1,5% /2017) de janvier à juillet, sous l'effet de la mise aux normes des élevages aux réglementations sur les déjections de phosphate. Comme en Allemagne, les éleveurs sont confrontés à d'importantes chutes des récoltes. Les réformes de vaches laitières sont de nouveau abondantes ce qui compromet le potentiel de production en 2019.

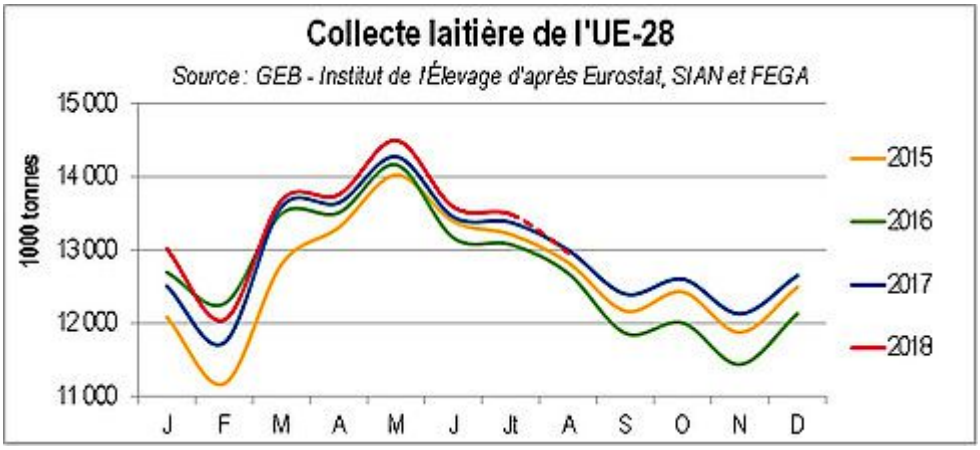
Dans les îles britanniques, la production laitière a retrouvé des couleurs en septembre grâce à une météo plus clémente (douceur et pluie) qui a relancé la pousse de l'herbe.

Au Royaume-Uni, la production laitière a plutôt bien résisté à la sécheresse. En septembre, elle s'est rétablie au niveau de 2017, après avoir subi un trou d'air en août (-0,7% /2017). Les éleveurs ayant beaucoup réformé en juillet et août, la production devrait au mieux se stabiliser au 4ème trimestre après avoir légèrement progressé au 1er semestre. Si la situation fourragère reste variable selon les zones, la production herbagère est redevenue proche de la normale en septembre, et les disponibilités semblent correctes pour aborder l'hiver.

En **Irlande**, la collecte a rebondi de 3,6% /2017 en août après avoir fléchi de 3% en juillet. Jusqu'en juillet, les éleveurs ont subi une année climatique atypique, hiver et printemps très humides suivis d'un été exceptionnel chaud et sec qui a stoppé le dynamisme laitier, malgré un cheptel plus étoffé que l'an dernier. Les éleveurs qui disposent d'effectifs étoffés de génisses pour poursuivre leur expansion ont prématurément réformé de nombreuses vaches en lactation probablement non gestantes et/ou les moins productives. Malgré ces réformes prématurées, le potentiel ne semble pas outre mesure affecté eu regard du sursaut de la production à la fin de l'été. Toutefois à l'approche de l'hiver les éleveurs achètent à prix d'or du foin et de la paille pour disposer de stocks conséquents pour passer les 2 à 3 mois d'hiver. Ils disposent pour cela de réserves financière accumulés au cours des campagnes précédentes grâce à un coût de production toujours très bas.

A l'Est, **la Pologne** n'a pas été épargnée. Encore forte en mai (+4% /2017), la croissance de sa production nationale a chuté au fil des mois jusqu'à +1% /2017 en août. En septembre la production laitière a probablement rebondi grâce à des conditions climatiques plus favorables, notamment en Podlachie où le dynamisme laitier est très fort, et un prix du lait toujours stimulant. Les éleveurs laitiers polonais disposent de ressources financières pour palier le manque de stocks par des achats de fourrages et de concentrés.

Au Sud, la croissance de la production laitière a également été stoppée en **Italie**, -0,8% /2017 cet été après +2,7% au 1er semestre 2018. En **Espagne** elle a été ralentie de +3,2% /2017 en juin à +1,5% en juillet. Dans les pays scandinaves, la production est aussi très affectée à l'exception du **Danemark** où elle est restée croissante.



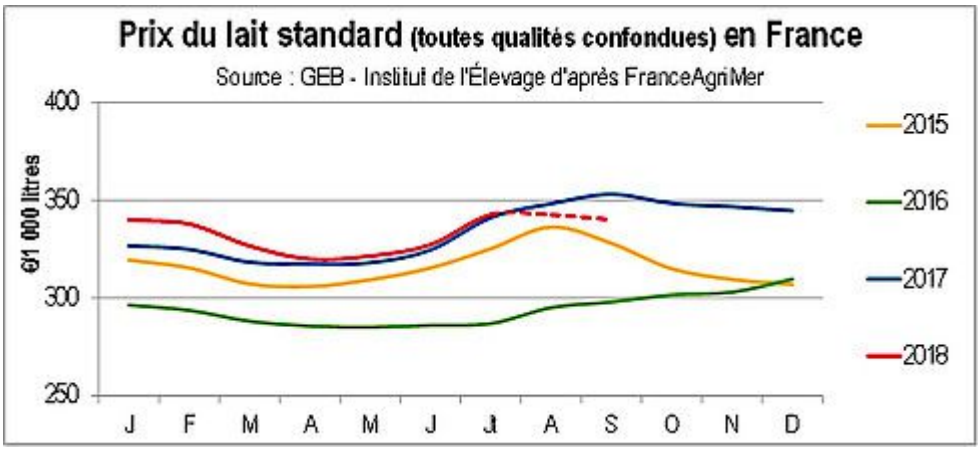
En somme, la collecte laitière de l'UE-28 connaît une chute saisonnière prononcée depuis mai. Encore croissante en juillet (+0,6% /2017), elle était légèrement décroissante en août, repassant sous le niveau du même mois de 2017.

A ce rythme, elle pourrait reculer entre 0,5 et 1,0% au 4ème trimestre, auquel cas la production annuelle ne progresserait que de 0,8% /2017, soit très loin de nos prévisions calculées en début d'année (+2%).

La plupart des éleveurs européens sont dans une conduite serrée de leur cheptel laitier et économe de leurs stocks fourragers inférieurs à la normale. Même s'ils recourent à des achats extérieurs, la moindre qualité des fourrages achetés, composés pour une bonne part de paille (devenue très chère), affectera la qualité des rations et donc la productivité des troupeaux laitiers, et par voie de conséquence les revenus des exploitations laitières, d'autant que le prix du lait tend à se stabiliser, malgré le reflux de lait dans l'UE-28.

Prix du lait stabilisé en France

En France, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) a évolué favorablement au 3ème trimestre, à 345 €/1 000 l d'après nos estimations, sous l'effet des indices saisonniers positifs versés par la plupart des laiteries. Il se situe sensiblement au-dessous de son niveau de l'été 2017 (-3 € ; -1%). Il a aussi bénéficié de l'évolution favorable du prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre sur le marché européen qui s'est apprécié +10 €/1 000 l entre août et septembre à 322 €/1 000 l ; soit une progression de 62 €/1 000 l en 9 mois depuis janvier 2018.



Cet automne, le prix du lait pourrait légèrement marquer le pas et se situer aux alentours de 340 €/1 000 l, (voir article sur les marchés laitiers). Dans ce cas le prix moyen annuel du lait toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) pourrait au moins égaler celui payé en 2017 (moyenne nationale). Cependant le prix du lait standard conventionnel (hors SIQO), après avoir dépassé le niveau de l'an dernier au 1er semestre (+1,6% à 315 €/1 000 l), pourrait fléchir davantage et passer nettement sous le bon niveau de l'automne 2017 (334 €/1 000 l). Un tel prix du lait ne devrait pas stimuler outre mesure la production laitière dans un contexte de léger renchérissement du prix des grains et des aliments achetés et de faibles disponibilités fourragères.

Mieux orienté en Allemagne et aux Pays-Bas

En **Allemagne**, le prix du lait connaît une appréciation modeste du seul fait de la meilleure valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre. Il a regagné 18 € durant l'été à 323 €/1 000 l de lait standardisé (38 g de MG et 32 g de MP), après avoir fléchi de 31 €/1 000 l au 1er semestre. Il est désormais 8% sous son niveau de l'été 2017 et a rejoint le prix moyen du lait conventionnel standard payé aux éleveurs français.

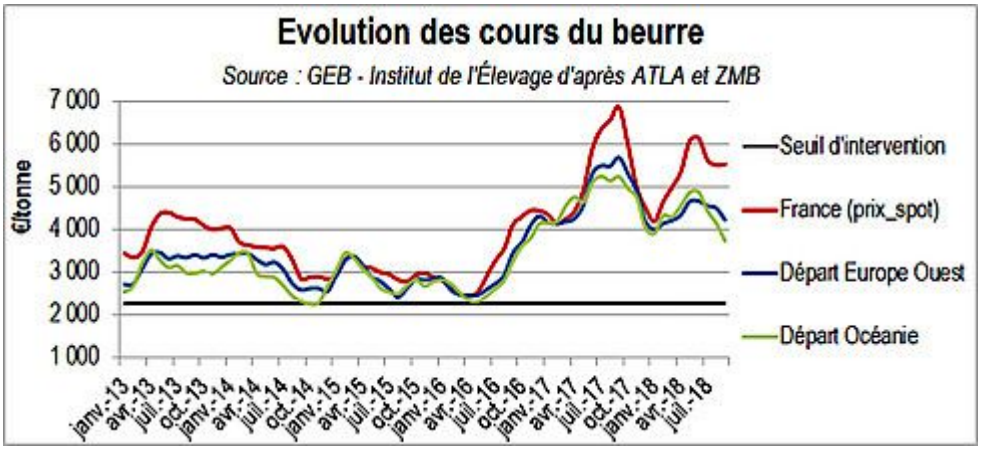
Aux **Pays-Bas**, le prix du lait garanti aux livreurs de la coopérative FrieslandCampina est mieux orienté. Il s'est apprécié de 40 €/t depuis mai à 380 €/t en octobre, mais se situe encore 40 €/1 000 l sous celui de l'an dernier. Sur 9 mois, les coopérateurs ont perçu en moyenne 358 €/t de lait (standard à 3,47% de protéine et 4,41% de matière grasse), soit 40 € de moins qu'en 2017 sur le même période. La tendance haussière est moins nette en **Irlande** où le prix du lait standard n'a regagné que 6 €/1 000 l depuis son point bas, après avoir chuté de 60 € en six mois.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

La faible croissance de la ressource laitière dans les grands bassins excédentaires laitiers permet un bon équilibre des marchés, même si celui de la poudre maigre reste plombé par le poids de l'intervention. Les cours des produits laitiers devraient rester relativement stables dans les semaines à venir.

Recul des cours du beurre

Après s'être stabilisée une grande partie du mois de septembre, la cotation ATLA du beurre vrac vendu sur le marché spot a perdu 12% fin septembre-début octobre, pour afficher 5 000 €/t, un niveau inférieur de 24% (- 1 550 €/t) à celui de l'année dernière.



Le prix moyen européen a reculé de 2% en septembre, à 5 430 €/t (-16% /2017), probablement sous l'effet d'une production laitière européenne meilleure qu'anticipée en septembre et de fabrications supérieures aux prévisions mais également une demande européenne limitée compte tenu du prix relativement élevé.

Les prix du beurre freinent la consommation intérieure en Europe. En France, les achats des ménages ont une nouvelle fois fortement reculé en août (-6% /2017), et affichent un repli de 2%/2017 sur les 12 derniers mois. En Allemagne, les achats de beurre ont plongé de 8% /2017 sur les 8 premiers mois, avec un prix moyen en hausse de 20%.

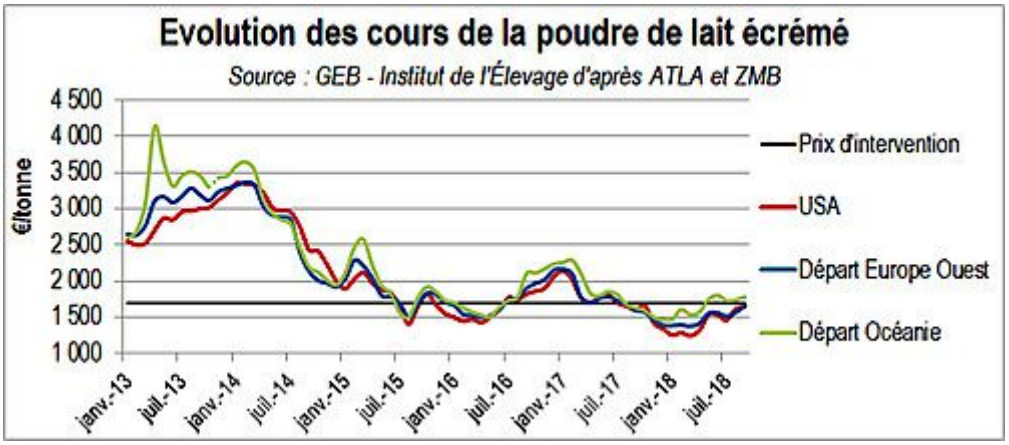
Sur le marché international, les cours de nos concurrents sont aussi orientés à la baisse. En Nouvelle-Zélande, le prix du beurre a enregistré une baisse pour le 4ème mois consécutif. Le nouveau repli de 10% en septembre a ramené le cours à 4 356 $/t (-30% /2017). Aux États-Unis, la baisse a été modérée en septembre (-2% d'un mois sur l'autre), mais a permis au cours de repasser sous la barre des 5 000 $/t, à 4 970$/t. En conséquence, le prix au départ de l'Europe de l'Ouest a suivi la tendance (-2% /août à 4 925 $/t) pour redevenir compétitif avec les produits étatsuniens, alors que les envois européens ont reculé de 14% sur les 7 premiers mois de l'année. Le marché international a surtout été abondé par la Nouvelle-Zélande (+11% /2017) et les États-Unis (+67%), ainsi que par de nouveaux acteurs désireux de profiter de la hausse des cours (Ukraine, Mexique et Inde).

Si la tendance semble tirer les prix français et européens à la baisse, le manque de disponibilités devrait freiner cette évolution. D'un côté, les stocks de beurre sont relativement faibles. Après avoir atteint un point bas en début d'année, ils sont remontés au 1er semestre pour dépasser les 100 000 t avant de refluer en juin et juillet. Cette reconstitution des stocks a été rendu possible par des fabrications européennes en hausse de 2% /2017 sur les 7 premiers mois. De l'autre, la ressource laitière européenne sera limitée cet automne, inférieure à celle de l'an dernier.

Poudre maigre : pas de hausse des cours en vue

La cotation ATLA de la poudre maigre est restée stable en septembre, à 1 660 €/t, avant de reculer de 3% début octobre. Elle s'établit ainsi fin septembre à 1 580 €/t, un niveau 4% sous de celui de 2017 à pareille époque.

Face à des hausses de prix chez les principaux concurrents, la poudre maigre européenne reste compétitive sur le marché international. A 1 655 €/t en septembre, le cours de la protéine aux États-Unis a progressé de 3% d'un mois sur l'autre et de 13% depuis juillet, tandis que le cours néozélandais a gagné 2,5% sur un mois à 1785 €/t.



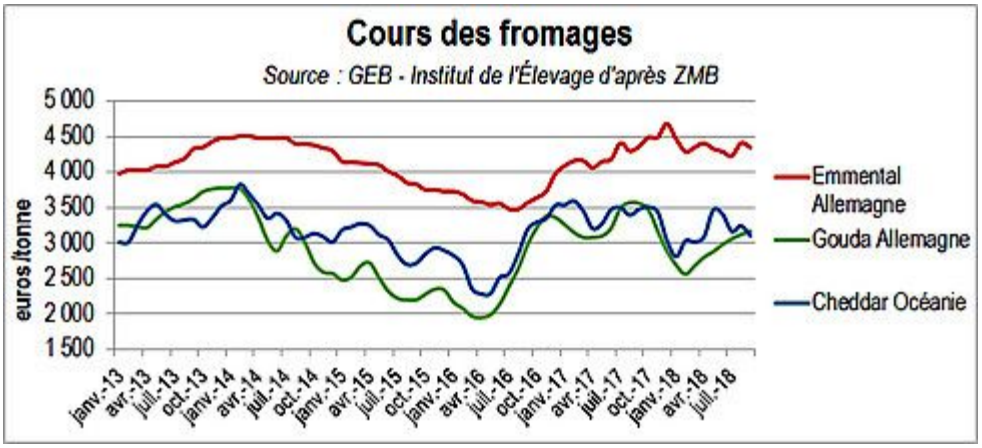
La production étatsunienne reste modérée, en recul de 3% /2017 en juillet. Malgré des exportations dynamiques (+28% /2017 en juin et juillet), les stocks de poudre maigre ne cessent de croître pour atteindre 144 000 t fin juillet (+7% /2017). Ces envois abondants compensent le retrait de la Nouvelle-Zélande du marché international au cours de l'été (-35% /2017 en juin et -38% en juillet). Les expéditions européennes ont également reflué en juin et juillet (respectivement de -20%/2017 et -7%), en lien avec un recul de la production légèrement sous les niveaux de l'année dernière.

Les prix européens ne devraient pas beaucoup évoluer dans les semaines à venir, compte tenu des stocks à l'intervention importants qui subsistent. Les deux dernières enchères ont permis de libérer 11 500 t et de réduire les volumes stockés à 243 000 tonnes. Ces volumes pèsent cependant toujours sur le marché en maintenant une pression sur les cours, d'autant que la Commission européenne vient de déprécier leur valeur comptable.

Les stocks élevés pèsent sur les cours des fromages commodités

A l'exception de l'emmental dont le cours a reculé en UE, ceux des autres catégories ont progressé modérément en septembre. Ainsi le cours de l'edam au niveau européen progresse de 2% /août, à 3 160 €/t, mais reste bien en dessous de son niveau de 2017 (-10% /2017).

Hors de l'Europe, les évolutions sont divergentes. Après une hausse en août, le prix du cheddar s'est replié en Nouvelle-Zélande en septembre (-4% d'un mois sur l'autre) à 3 620 €/t (-13% /2017), tandis qu'il progressait pour le deuxième mois consécutif aux États-Unis pour atteindre les 3 630 €/t (+4% /2017).



Les fabrications européennes sont toujours dynamiques, +2,1% /2017 sur les 7 premiers mois de l'année, malgré une consommation atone, notamment en France et en Allemagne, et des exportations stables sur la même période. En conséquence les stocks de fromages ne cessent de progresser depuis janvier (+25% entre janvier et juillet) pour dépasser les 450 000 t (+30% /2017) selon EDA.

Compte tenu de ce niveau très élevé des stocks, les prix européens, déjà sous leur niveau de 2017, devraient se stabiliser grâce à une ressource laitière réduite cet automne.

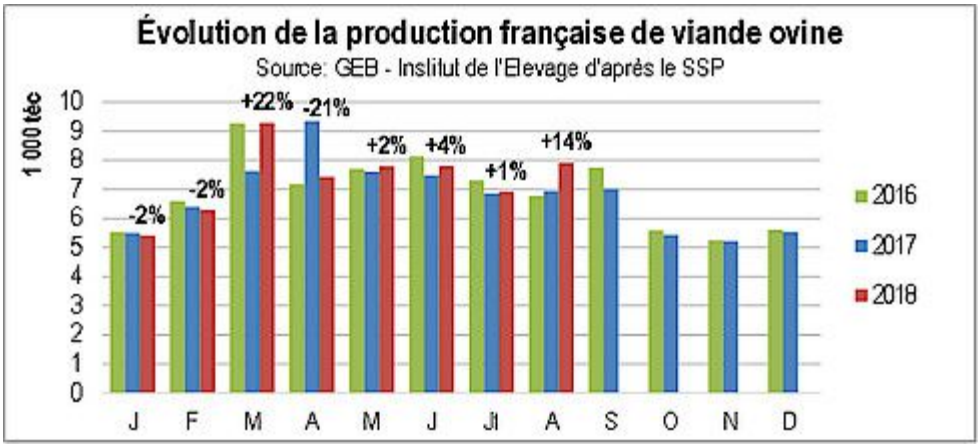
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

France : Le cours de l'agneau est sous pression

La demande peu dynamique et l'augmentation de la concurrence à l'import pèsent sur la cotation française.

Bond de la production en août pour l'Aïd

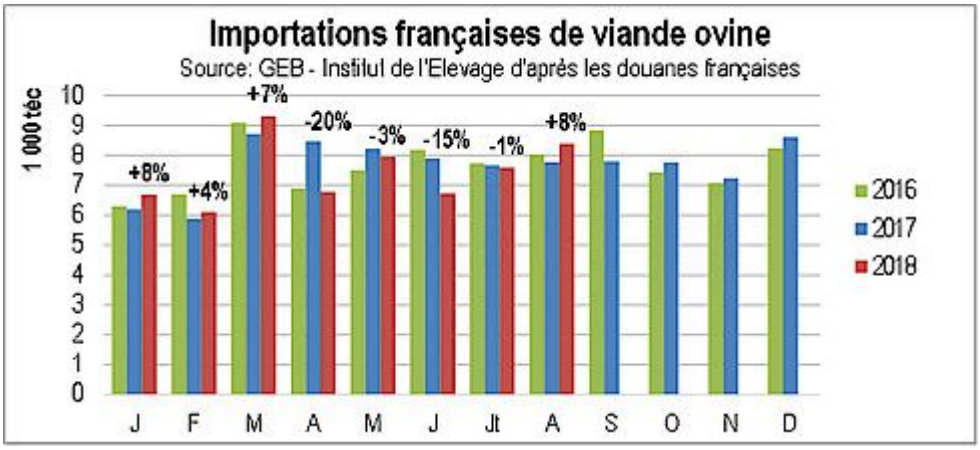
L'avancement de 11 jours de la date de l'Aïd-El-Kébir, du 1er septembre en 2017 au 21 août en 2018 s'est traduit par un sursaut des abattages d'agneaux en août (+16% /2017 à 335 000 têtes), accompagné d'une augmentation de leur poids moyen de carcasse (+3% à 19,0 kg). Les abattages d'ovins adultes ont en revanche reculé (-3% à 59 000 têtes), de même que leur poids moyen (-2% à 26,3 kg par carcasse), limitant l'augmentation de la production française de viande ovine (+14% à 7 900 téc en août).



En cumul de janvier à août, la production française de viande ovine enregistre ainsi une progression de 2% par rapport à la même période de 2017.

Les importations françaises de viande ovine sont reparties à la hausse en août

Après plusieurs mois de repli, lié à la chute des arrivées britanniques et irlandaises, les importations françaises de viande ovine ont également grimpé de 8% en août, à 8 400 téc. Tandis que les achats sont restés en berne depuis le Royaume-Uni (-5% à 3 700 téc), les volumes ont progressé en provenance d'Irlande (+5% à 1 900 téc), de Nouvelle-Zélande (+41% à 1 400 téc) et d'Espagne (+24% à 900 téc).



Les prix à l'import étaient en outre inférieurs dans l'ensemble à leurs niveaux de 2017, avec notamment la baisse de 1% des prix des carcasses réfrigérées d'agneaux britanniques et irlandais (à respectivement 5,1 et 5,3 €/kg).

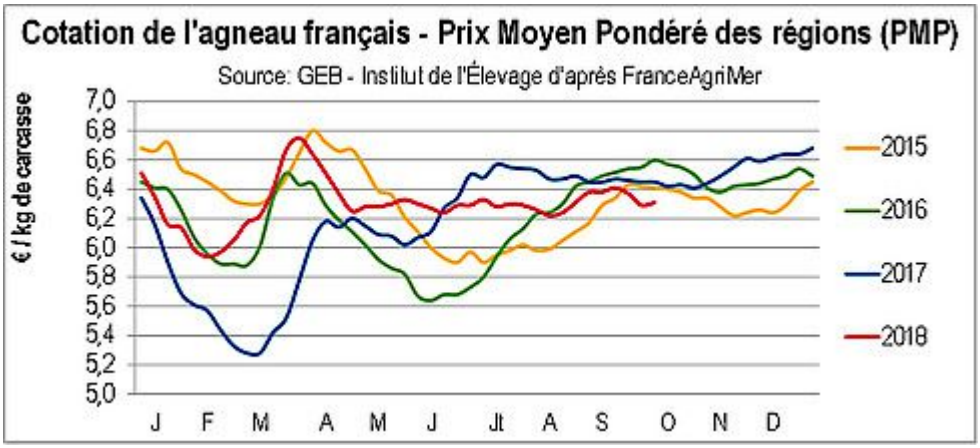
En cumul sur 8 mois, les importations françaises de viande ovine enregistrent au total un recul de 2% par rapport à 2017, avec toutefois des évolutions très contrastées selon les provenances : bond depuis l'Espagne, mais baisse depuis le Royaume-Uni, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande.

La consommation de viande ovine reste orientée à la baisse dans l'Hexagone

D'après les données issues du panel Kantar, les achats de viande ovine par les ménages français (hors consommation hors domicile) auraient reculé de 5% par rapport à 2017 sur les 8 premiers mois de 2018. La baisse de la consommation calculée par bilan (abattages + importations – exportations) apparaît moins importante (-1% /2017 en cumul de janvier à août), mais cette évolution est faussée par le bond des abattages du mois d'août provoqué par l'avancée de l'Aïd d'une année sur l'autre.

Le cours de l'agneau s'écarte de ses hauts niveaux des années précédentes

La consommation morose et le regain de pression à l'import pèsent sur la cotation française. À 6,31 €/kg de carcasse début octobre, le Prix Moyen Pondéré des régions calculé par FranceAgriMer était ainsi inférieur de respectivement 14 centimes (-2%) et 29 centimes (-4%) à ses hauts niveaux de 2017 et 2016.



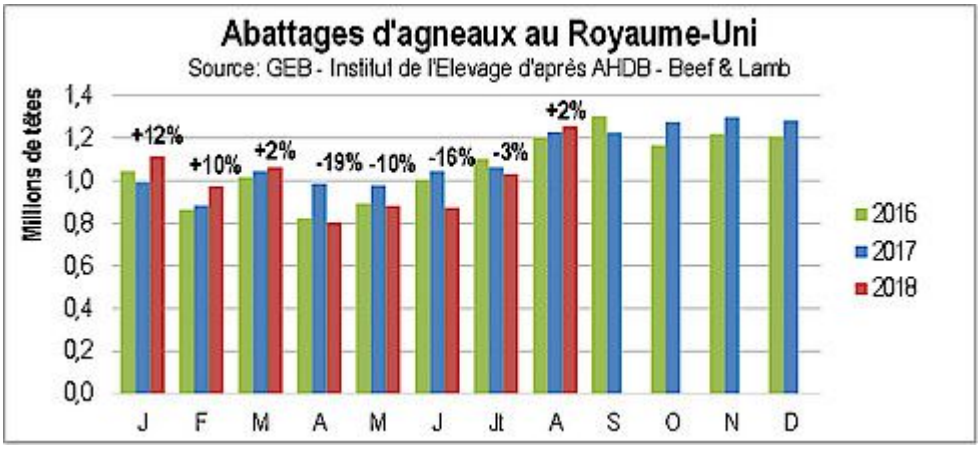
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Retardés jusqu'ici par l'allongement de la durée de finition des agneaux en raison de la sécheresse, les abattages repartent à la hausse au Royaume-Uni et en Irlande.

ROYAUME-UNI & IRLANDE : Les productions repartent à la hausse outre-Manche

Après avoir été retardées les mois précédents par la sécheresse, ralentissant la finition des ovins, les sorties commencent à s'accélérer au Royaume-Uni et en Irlande. L'avancement de la date de l'Aïd (du 1er septembre 2017 au 21 août 2018) pourrait également avoir accentué la hausse des abattages au mois d'août.

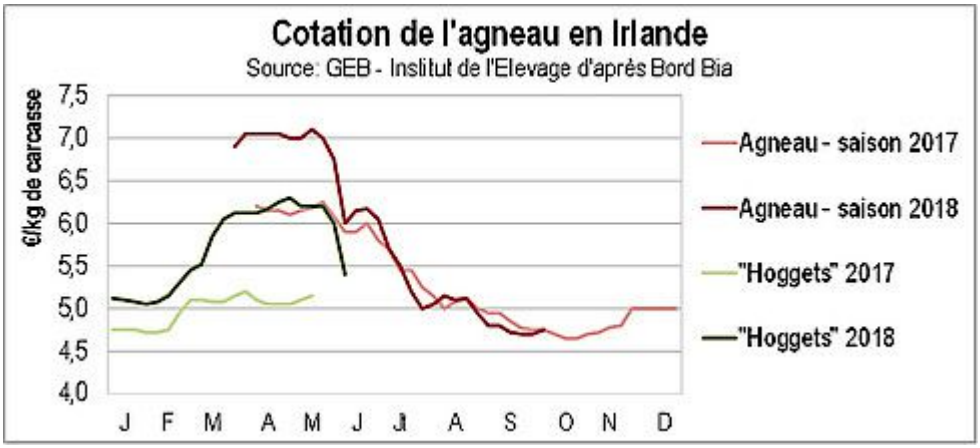
À 1,3 million de têtes en août, les abattages d'agneaux ont ainsi progressé de 2% par rapport à 2017 au **Royaume-Uni**, alors que les abattages d'ovins adultes grimpaient de 13% à 165 000 têtes, portant la production britannique de viande ovine à 28 300 téc (+4% /2017). D'après *AHDB - Beef & Lamb*, la hausse se serait poursuivie en septembre.



Selon les premières estimations publiées par *BordBia*, les abattages d'ovins (agneaux et ovins de réforme) auraient également nettement progressé en août et en septembre en **Irlande.**

Les cours britanniques et irlandais sont dans leur creux saisonnier

Comme chaque année, la hausse saisonnière des abattages d'agneaux en Irlande et au Royaume-Uni pèse sur les cours au second semestre. À respectivement 4,75 €/kg de carcasse (stable /2017) et 4,39 €/kg de carcasse (+3% /2017) début octobre, les cotations irlandaise et britannique étaient ainsi bien inférieures à leurs niveaux du printemps et du début d'été.



NOUVELLE-ZÉLANDE : Recul attendu des exportations de viande ovine sur la campagne 2018-2019

Alors que les exportations néozélandaises de viande ovine restent aujourd'hui dopées (+36% /2017 en août, à 26 900 téc) par le dynamisme de la production résultant des cours très incitatifs, elles pourraient repartir à la baisse sur la campagne 2018-2019 (octobre 2018 à septembre 2019), d'après les prévisions de *Beef + Lamb New Zealand*.

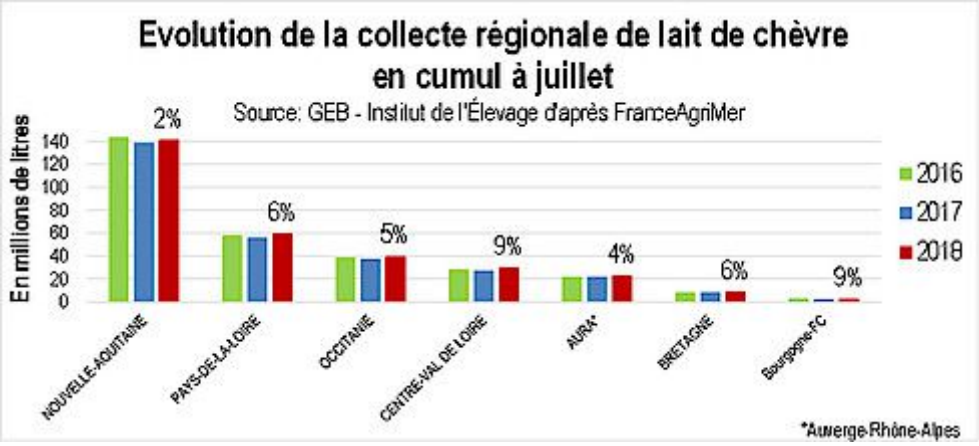
Les premiers résultats du recensement de juin 2018 font en effet état du recul de 2% du cheptel néozélandais de brebis par rapport à juin 2017 (à 17,37 millions de têtes), ce qui devrait se traduire par la baisse des naissances d'agneaux et de moindres disponibilités en ovins adultes pour la prochaine campagne. Les exportations néozélandaises de viandes d'agneaux et d'ovins adultes sont ainsi attendues en recul de respectivement -2% et -17% en 2018-2019.

Les envois vers la Chine devraient toutefois rester dynamiques, ce qui pourrait peser davantage sur les exportations à destination de l'Union européenne.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

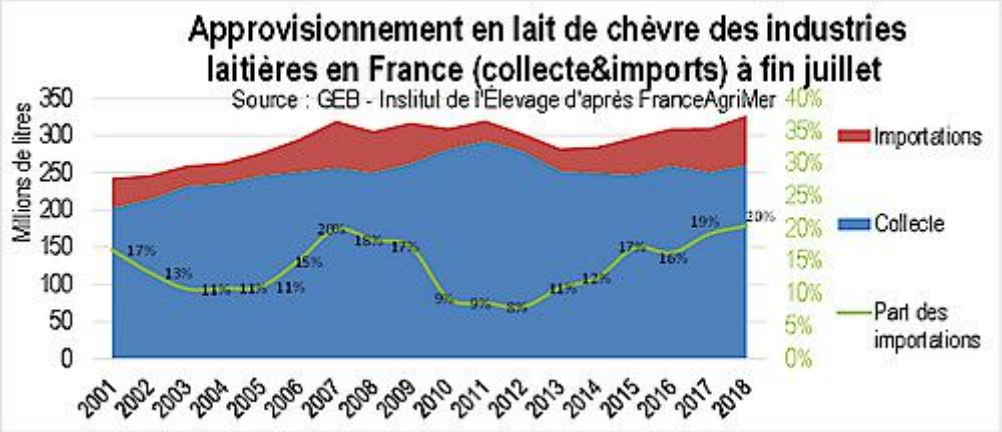
Le rebond des fabrications permet de contenir les stocks

La collecte de lait de chèvre est restée dynamique dans toutes les régions, malgré un léger ralentissement pendant l'été. Complétée par des importations toujours croissantes, elle a permis aux transformateurs de bénéficier d'un approvisionnement record. Fort heureusement, le rebond estival des fabrications de fromages de chèvre a permis aux opérateurs de contenir la hausse des stocks de produits de report caprin.



La progression de la collecte se poursuit

A près de 307 millions de litres en cumul à juillet, la collecte de lait de chèvre a progressé de quasiment 4% par rapport à 2017, soit 11 millions de litres supplémentaires. Très dynamique en début d'année, avec des hausses comprises entre 4 et 5% de janvier à mai, elle a légèrement ralenti en juin et juillet (+2% /2017), impactée par les fortes températures estivales et la sécheresse. Régionalement, la progression a été plus contenue en Nouvelle-Aquitaine (+2% /2017), 1er bassin de production qui pèse pour 46% de la collecte nationale. Elle a été en revanche beaucoup plus dynamique dans les autres régions, avec des hausses de près de 6% en Pays-de-la-Loire (19% de la collecte nationale), de 5% en Occitanie (13% du total) et même de 9% dans le Centre-Val-de-Loire. Cette évolution, si elle se confirme en fin d'année, constitue un signal encourageant après quasiment 4 années de stagnation.



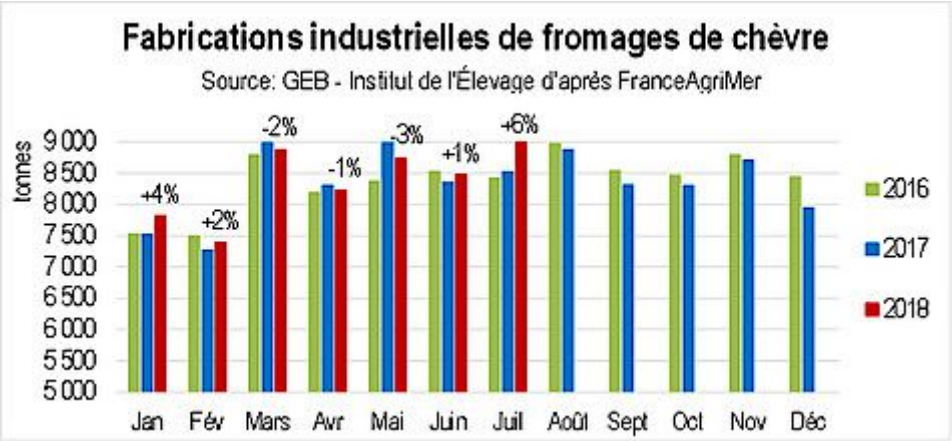
Des importations toujours en forte croissance…

Avec près de 13 millions de litres, les importations de produits de report caprin ont encore progressé en juillet, de près de 6% /2017. Elles atteignent ainsi un nouveau record, avec près de 80 millions de litres cumulés sur 7 mois, soit une hausse de 11% d'une année sur l'autre. Au final, collecte et importations ont permis au transformateurs d'étoffer leurs approvisionnements de près de 18 millions de litres, à 387 millions de litres (+5% /2017, atteignant ainsi un nouveau record.

…mais la reprise des fabrications permet de maîtriser les stocks

Peu dynamiques depuis le début de l'année, les fabrications de fromages de chèvre ont enfin rebondi en juillet, de près de 6% /2017. En cumul sur 7 mois, elles ont ainsi totalisé 58 600 tonnes, soit une hausse de 1% d'une année sur l'autre. Leur progression est guidée par le bond des fabrications de bûches et de bûchettes affinées (+3% /2017), qui représentent près de 60% des fabrications totales. En revanche, les fromages frais (22% des fabrications totales) sont à la peine, avec un recul de près de 6% /2017.

Si la croissance cumulée des fabrications reste somme toute modeste, ce rebond estival a permis de contenir la hausse des stocks de produits de reports. Certes, ces derniers sont restés 47% supérieurs au niveau très bas de 2017. Mais à 11 240 tonnes fin juillet, ils se sont contractés de 2% par rapport à juin. En outre, la baisse saisonnière de la collecte devrait aboutir à leur réduction sur la seconde partie de l'année. Leur maîtrise reste cependant un enjeu prioritaire pour la filière caprine.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

L'association maïs-soja plus attractive pour l'alimentation du bétail

Au troisième trimestre 2018, les cours des matières premières ont évolué de façon très contrastée. Le marché des oléagineux s'est alourdi et des céréales à paille commence à subir les effets des disponibilités abondantes de maïs grain.

CÉRÉALES : marché largement favorable au maïs

La campagne 2017/18 de blé et d'orge qui s'achève sur le continent européen a connu des rendements impactés par d'importants aléas climatiques. Les principaux bassins de production (Russie et Ukraine) touchés par une importante sécheresse ont révisé à la baisse leur production en fin de campagne.

La récolte française en blé tendre (34,8 Mt) se situe légèrement sous la moyenne quinquennale (36 Mt). Après des mois d'incertitude face à des conditions climatiques chaotiques, la production nationale de la campagne 2017/18 est finalement correcte en quantité comme en qualité.

Cours du blé tendu

Les cours du blé au niveau européen et mondial sont particulièrement tendus compte tenu des moindres disponibilités. Les stocks mondiaux sont à la baisse pour la nouvelle campagne 2018/19 qui démarre.
Début octobre 2018, le prix du blé Chicago a été de 165,4 €/t, en légère hausse donc depuis le début du troisième trimestre 2018 (+2,9%). En France, la hausse des prix est plus marquée (+11%, à 193 €/t. Cependant la tension sur les prix a été moins forte que les craintes formulées avant la période de récolte du fait d'une récolte moins décevante que prévue.

Des disponibilités abondantes en maïs

La récolte de maïs aux États-Unis, qui a commencé début septembre, s'annonce exceptionnellement élevée. Estimée à 377 Mt par l'USDA, elle serait la deuxième plus importante dans l'histoire du pays. La consommation du maïs est soutenue (éthanol et *feed*), tout comme les exports. Les stocks devraient être plus importants que prévus (estimés à 42,8 Mt), ce qui renforce la tendance baissière des cours du maïs depuis le mois d'août.

Fin septembre 2018, le prix du maïs Chicago a été de 118 €/t, en baisse par rapport à juillet 2018 (-2,8%) mais depuis début octobre les prix semblent retrouver leur valeur de juillet notamment soutenus par la demande. Sur le troisième trimestre 2018, le prix du maïs est relativement constant et en baisse par rapport aux trimestres précédents.

Des incertitudes persistent quant à la nouvelle campagne 2018/19. Les États-Unis devraient favoriser la mise en culture du maïs au détriment du soja qui subit actuellement les conséquences de la guerre commerciale sino-étatsunienne. L'Argentine, qui a débuté ses semis de maïs fin septembre, a annoncé la mise en culture de 5,8 Mha (en hausse par rapport à la campagne précédente). Cependant cette estimation pourrait être revue à la baisse suite au rétablissement des taxes à l'export des céréales qui pourraient favoriser le soja. Concernant la Chine, 2e producteur mondial de maïs, les estimations sur les volumes produits se contredisent entre l'USDA qui prévoit une hausse de 4,5% et les autorités chinoises qui estiment une baisse de 1,5%.

Le rendement de maïs dans l'UE est évalué à la baisse à 7,5 t/ha contre 7,8 t/ha l'année dernière. Certains pays sont particulièrement touchés (Allemagne, Belgique, France, Pologne) du fait de la forte sécheresse. Les importations sont en forte hausse face à un prix du maïs américain faible et proche du seuil de déclenchement des droits de douane à l'importation de l'UE (152 €/t). Les rendements français ont été très hétérogènes, le maïs irrigué ayant particulièrement souffert de la sécheresse. La récolte 2018 en maïs fourrage est estimée à 17,2 Mt, en baisse par rapport à la campagne précédente de 10%.

Baisse des cours du maïs

Le prix du maïs français suit la tendance mondiale, en baisse depuis le pic habituel du mois d'août, influencé par l'importante disponibilité en maïs étatsunien importé et peu cher. Début octobre, il s'est situé à 171 €/t. Cependant la valeur du maïs au troisième trimestre 2018 se redresse par rapport aux trimestres précédents du fait d'une récolte certes correcte, mais inférieure à la moyenne nationale.

Le différentiel des prix français entre le blé et le maïs s'accentue depuis début juillet en faveur du maïs qui devrait cette année être plus largement utilisé dans les rations animales afin de compenser la plus faible disponibilité en céréales à paille. FranceAgriMer estime en France l'utilisation du maïs par les fabricants d'aliments à 3 Mt (2,5 Mt en 2017/18), au détriment des exportations principalement vers d'autres pays de l'UE qui devraient se situer à 4,1 Mt (4,9 Mt lors de la campagne précédente).

En Europe et à l'échelle mondiale, l'écart de prix entre le blé et le maïs suit la même tendance que la situation française. Cet écart pourrait encore augmenter d'ici la fin de l'année au vu d'un arrêt des exportations russes de blé (1^{er}exportateur vers l'UE) pour parer à une éventuelle flambée des prix sur son marché national.

OLÉAGINEUX : contexte lourd aux États-Unis, exports soutenus au Brésil

La disponibilité en oléagineux, principalement en soja, a été satisfaisante au troisième trimestre 2018. La récolte de soja au Brésil au deuxième trimestre 2018 s'est avérée excellente et les estimations de récolte aux États-Unis et en Chine étaient revues à la hausse en septembre d'après le CIC. Cependant les échanges mondiaux de soja ont été fortement influencés par la guerre commerciale sino-étatsunienne. La Chine a fortement augmenté ses importations en soja brésilien au cours de l'été et a constitué des stocks importants en prévision d'une forte baisse des achats de soja en provenance des États-Unis.

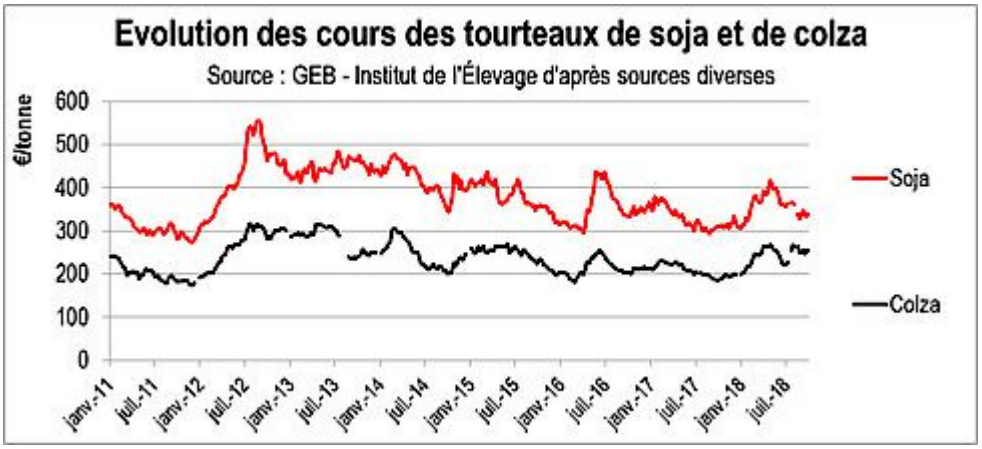
De ce fait, les cours du soja au Brésil (marchés tendus) et aux États-Unis (situation lourde des marchés) sont très contrastés avec des différences de prix d'environ 40 €/t en septembre.

L'Europe connaît une légère augmentation de sa production en soja en 2018 avec des récoltes très satisfaisantes en Italie et en Mer Noire. La récolte française décroche par rapport à la tendance européenne et se révèle décevante (-5% /2017). Les niveaux de trituration du soja en UE sont en hausse grâce notamment aux disponibilités de soja étatsunien peu coûteuses. La consommation en tourteau de soja, complémentaire du maïs, est estimée à la hausse au dernier trimestre 2018 chez les fabricants d'aliments en France, à +2,7 Mt d'après Stratégie Grain.

Le cours du tourteau de soja 48 en France, qui a décroché en mai, a continué de se déprécier au 3ème trimestre, de 4,5% en trois mois à 340 €/t début octobre.

La récolte 2018 de colza est en recul en France par rapport à la très bonne récolte 2017 et s'élève à 4,9 Mt contre 5,4 Mt pour l'année précédente. Cette production est inférieure à la moyenne quinquennale (5,1 Mt), malgré une hausse des surfaces pour la campagne 2017/2018 (+13,7%). Au niveau UE même tendance avec un recul de la production de 10% pour la campagne qui vient de s'achever.

Le cours du tourteau de colza en France a à l'inverse progressé de 15,4% en deux mois, puis est relativement stable depuis fin août. L'écart de prix entre les tourteaux de soja et de colza diminue et favorise d'autant plus la consommation des tourteaux de soja.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)